



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2018

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2018

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) à l'adresse suivante :
<http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Catalogue : BT31-2/3F-PDF

ISSN : 2292-5066

(Numéro international normalisé des publications en série)

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2018

BUDGET DES DÉPENSES 2017-2018

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018

Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018 vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 4,0 milliards de dollars, dont 148,4 millions de dollars pour les priorités annoncées dans le budget fédéral de 2017, comme créer davantage de possibilités pour les peuples autochtones, attirer les talents afin d'encourager la recherche universitaire, bâtir des communautés autochtones fortes et innover dans le but de résoudre les grands défis auxquels le Canada fait face.

Les dépenses votées comprennent également un financement pour les salaires et les avantages, les programmes de défense, les opérations militaires, la lutte contre les changements climatiques, l'aide internationale et les services de soutien aux vétérans.

Six organisations demandent des crédits budgétaires à adopter au-delà de 200,0 millions de dollars :

- le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (919,5 millions de dollars);
- le ministère de la Défense nationale (775,1 millions de dollars);
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (422,7 millions de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones Canada (291,2 millions de dollars);
- la Gendarmerie royale du Canada (251,7 millions de dollars);
- le ministère de l'Emploi et du Développement social (228,5 millions de dollars).

Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour appuyer l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget provisoire, budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Bien que le budget principal des dépenses fournisse un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le présent Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018 est le troisième et dernier des budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Pour le présent exercice, le document que le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- les annexes proposées au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement, à la Chambre des communes et au Sénat.

Les renseignements supplémentaires suivants sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des montants accordés en vertu de lois inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par programme ou objet selon l'architecture d'alignement des programmes ou le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- une liste des transferts entre organisations;
- des renseignements supplémentaires sur les initiatives horizontales et d'autres postes financés conjointement par organisation;
- une liste des affectations bloquées dans les autorisations votées;
- un sommaire graphique des faits saillants financiers;
- un rapprochement entre le budget principal des dépenses et les Comptes publics de l'exercice 2016-2017.

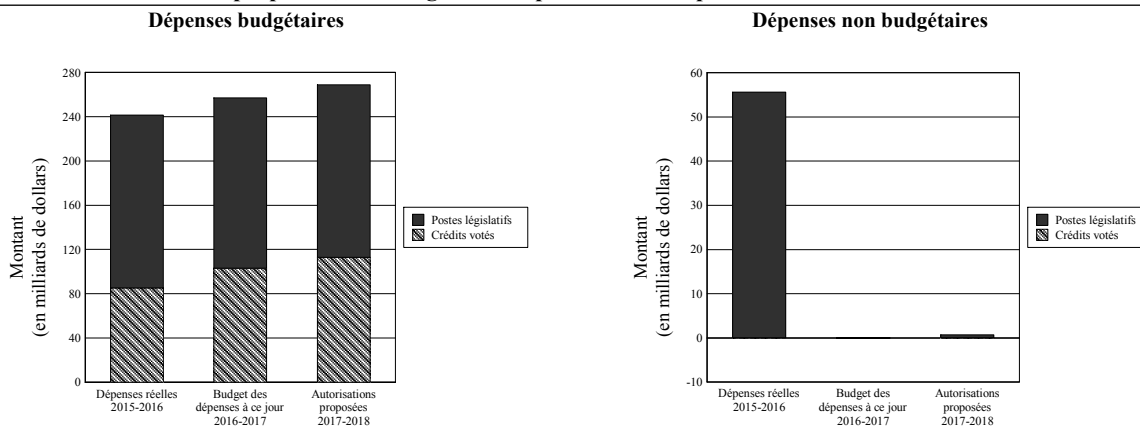
La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- Les **dépenses réelles 2015-2016** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2016;
- Le **budget des dépenses à ce jour 2016-2017** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) de l'exercice visé;
- Les **autorisations à ce jour** comprennent les montants inscrits dans les budgets des dépenses précédents de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (C);
- Les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours, les autorisations sur deux ans, et les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- Les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;
- Les **crédits votés** sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- Les **dépenses législatives (postes législatifs)** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 4,0 milliards de dollars, pour un total de 115,0 milliards de dollars en 2017-2018. Il s'agit d'une augmentation de 3,6 % par rapport à la colonne des autorisations à ce jour, et de 11,5 % du montant de la colonne des autorisations proposées par rapport au montant de la colonne du budget des dépenses à ce jour 2016-2017.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



	Budget des dépenses 2017-2018				
	Dépenses réelles 2015-2016	Budget des dépenses à ce jour 2016-2017	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	85 169 699 945	103 183 394 319	111 018 989 067	4 016 119 632	115 035 108 699
Postes législatifs	156 209 763 292	153 982 900 171	156 268 020 954	(336 354 301)	155 931 666 653
Total des dépenses budgétaires	241 379 463 237	257 166 294 490	267 287 010 021	3 679 765 331	270 966 775 352
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	39 269 579	57 103 001	57 103 002	14 000 001	71 103 003
Postes législatifs	55 549 870 041	(92 065 228)	378 832 888	264 483 729	643 316 617
Total des dépenses non budgétaires	55 589 139 620	(34 962 227)	435 935 890	278 483 730	714 419 620

Nota : Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 670 608 714 \$ destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2017-2018 les fonds approuvés en 2016-2017. Le tableau qui suit (Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses de 2017-2018, et exclut donc les autorisations sur deux ans.

Budget des dépenses à ce jour pour 2017-2018

Trois budgets des dépenses ont été présentés antérieurement pour 2017-2018. Le Budget principal des dépenses 2017-2018, déposé le 23 février 2017, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 102,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 26,7 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2017-2018 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 155,8 milliards de dollars en dépenses budgétaires et un recouvrement de 246,2 millions de dollars en dépenses nettes non budgétaires.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018, déposé le 11 mai 2017, présentait de l'information à l'appui d'un montant supplémentaire de 3,7 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées, et de 30,4 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Concernant les montants législatifs, une augmentation de 62,0 millions de dollars en dépenses budgétaires et une augmentation de 625,0 millions de dollars en dépenses nettes non budgétaires y étaient présentées.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018, déposé le 26 octobre 2017, présentait de l'information à l'appui d'un montant supplémentaire de 4,5 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées. Des renseignements sur une augmentation de 395,3 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives avaient également été ajoutés.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation de 4,0 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et de 14,0 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Les modifications aux prévisions des dépenses législatives sont également indiquées, soit une diminution de 336,4 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives, et une augmentation de 264,5 millions de dollars des dépenses non budgétaires législatives.

Lois de crédits en 2017-2018

La Loi de crédits no 1 pour 2017-2018 a reçu la sanction royale le 30 mars 2017 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tribulaires de crédits pour répondre à leurs besoins jusqu'à la fin juin 2017.

Les lois de crédits no 2 et 3 pour 2017-2018 ont reçu la sanction royale le 22 juin 2017. Ces mesures législatives ont fourni des crédits pour le solde des dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses 2017-2018 et le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018.

La loi de crédit no 4 pour 2017-2018 a reçu la sanction royale le 12 décembre 2017 et a fourni des crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018.

En mars 2018, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour l'obtention du financement inscrit au Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2017-2018				
	Budget principal	Budget supplémentaire			Total
		A	B	C	
		<i>(dollars)</i>			
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	102 139 294 300	3 722 404 244	4 486 681 809	4 016 119 632	114 364 499 985
Postes législatifs	155 778 340 286	62 015 996	395 259 298	(336 354 301)	155 899 261 279
Total des dépenses budgétaires	257 917 634 586	3 784 420 240	4 881 941 107	3 679 765 331	270 263 761 264
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	26 703 002	30 400 000	.....	14 000 001	71 103 003
Postes législatifs	(246 167 112)	625 000 000	.....	264 483 729	643 316 617
Total des dépenses non budgétaires	(219 464 110)	655 400 000	.....	278 483 730	714 419 620

Principaux postes

La section qui suit présente aux fins d'approbation du Parlement un aperçu des principales initiatives financées par des crédits votés qui figurent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 622,9 millions de dollars

Fonds pour combler le manque à gagner au titre du Régime d'assurance-revenu militaire

L'assurance-invalidité prolongée des Forces armées canadiennes, offerte dans le cadre du Régime d'assurance-revenu militaire (RARM), procure de l'assurance-invalidité de longue durée et des services de réadaptation professionnelle aux membres des Forces armées canadiennes (Force régulière et Réserve) qui ont été libérés pour des raisons médicales. Le RARM est actuellement sous-financé et est déficitaire en raison de la hausse considérable de demandes, qui résulte en grande partie d'une reconnaissance et d'une sensibilisation accrues à l'égard du trouble de stress post-traumatique et de la santé mentale. Le gouvernement du Canada a l'obligation contractuelle d'éliminer les déficits du RARM, et il se voit imposer des frais lorsque le surplus devient inférieur à 40 % des cotisations annuelles. Ce financement permettra de combler immédiatement le manque à gagner, d'éviter l'imposition de frais et de mieux faire face au grand nombre de demandes.

Ministère de la Défense nationale : 435,4 millions de dollars

Fonds pour appuyer la politique de défense du Canada : Protection, Sécurité, Engagement

La politique de défense Protection, Sécurité, Engagement présente des orientations claires quant aux priorités canadiennes en matière de défense pour les 20 prochaines années. Les fonds prévus dans le présent budget des dépenses sont consacrés à l'élargissement du Programme de coopération de la Défense, à la stratégie en matière de santé et de bien-être, au soutien en service et au financement d'exploitation pour les initiatives de la politique de défense Protection, Sécurité, Engagement.

Ministère de la Défense nationale : 277,6 millions de dollars

Fonds pour appuyer la contribution militaire du Canada à la coalition mondiale de lutte contre Daech (l'opération IMPACT), aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (l'opération REASSURANCE), aux opérations de sécurité maritime et de lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient (l'opération ARTEMIS), et pour appuyer la mission militaire du Canada en Ukraine (l'opération UNIFIER)

Dans le cadre de l'opération IMPACT, le Canada fournit des services de ravitaillement en vol et des capacités d'aérotransport tactique, est responsable d'une installation médicale, conseille les forces de sécurité irakiennes et les aide à renforcer leurs capacités militaires, en plus de leur offrir un soutien ainsi qu'à d'autres partenaires régionaux.

Dans le cadre de l'opération REASSURANCE, le Canada a mis sur pied le Groupement tactique de la présence avancée renforcée en Lettonie, offre périodiquement les contributions d'une force opérationnelle aérienne à l'appui de la police aérienne de l'OTAN, et déploie de façon constante un navire auprès du groupe maritime permanent de l'OTAN.

Dans le cadre de l'opération ARTEMIS, le Canada entreprendra des préparatifs en vue d'un éventuel commandement d'une force opérationnelle multinationale maritime, enverra du personnel pour servir au sein de commandements avec des pays alliés et partenaires, et procédera au déploiement d'un navire et d'un aéronef de patrouille maritime.

Dans le cadre de l'opération UNIFIER, les Forces armées canadiennes continuent d'entraîner les forces ukrainiennes dans diverses capacités.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 250,0 millions de dollars

Besoins en matière de rémunération - Fonds pour les rajustements aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale

Le financement servira à rembourser l'Agence du revenu du Canada pour le versement des indemnités de départ accumulées. Aux termes de la convention collective signée entre l'Agence du revenu du Canada et l'Alliance de la fonction publique du Canada à l'automne 2016, les employés n'accumulent plus de crédits aux fins de l'indemnité de départ dans les cas de démission ou de départ à la retraite.

Les indemnités de départ accumulées jusqu'à la signature de la convention collective sont payables à l'employé sur demande.

Les dépenses admissibles sont remboursées au moyen d'un transfert direct aux crédits ministériels pendant l'exercice au cours duquel ces coûts sont réellement engagés.

Onze organisations : 218,7 millions de dollars

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec

Le Sommet des dirigeants du G7 de 2018 se tiendra à La Malbaie, au Québec, dans le cadre de la présidence canadienne du G7. Les fonds demandés serviront à financer le Sommet, les réunions ministérielles et les activités de sensibilisation organisées partout au Canada en 2018. La majorité du financement de la présidence sera axée sur les mesures de sécurité, qui comprennent le déploiement de la GRC et du personnel militaire, le soutien de la police provinciale et l'équipement nécessaire. Les fonds seront également utilisés pour des besoins logistiques comme la location de salle, le personnel temporaire et les mises à niveau du réseau de communication local.

Ministère de l'Emploi et du Développement social : 203,5 millions de dollars**Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables**

Le Programme canadien de prêts aux étudiants accorde une aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire ayant besoin d'un soutien financier. Ces fonds permettront de radier 34 240 créances à l'égard desquelles tous les efforts de recouvrement raisonnables ont été déployés, en vain. Conformément aux pratiques comptables courantes, des prêts non remboursés sont radiés régulièrement.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 202,5 millions de dollars**Fonds pour appuyer les priorités en matière d'aide internationale**

Le budget fédéral de 2017 a alloué 202,5 millions de dollars provenant de l'Enveloppe d'aide internationale au Ministère. L'Enveloppe d'aide internationale est un bassin de ressources dédiées au soutien des efforts d'aide internationale du Canada. Les fonds prévus dans le présent budget des dépenses seront utilisés pour des projets conformes à la nouvelle Politique d'aide internationale féministe d'Affaires mondiales Canada.

Ministère des Anciens Combattants : 177,2 millions de dollars**Fonds pour les programmes et services axés sur la demande qui fournissent du soutien aux vétérans admissibles et à leurs familles**

Le ministère offre plusieurs programmes de prestations d'invalidité, d'avantages financiers, de soins de santé et de réadaptation aux membres des Forces armées canadiennes, aux vétérans, à leurs familles et à d'autres bénéficiaires admissibles. Les fonds demandés soutiendront les augmentations dans certains programmes en raison de la mise à jour des renseignements sur les clients et les dépenses. Ces modifications découlent principalement du nombre de vétérans accédant aux programmes, comme l'indemnité d'invalidité, et de la hausse des besoins en services de santé.

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux et Secrétariat du Conseil du Trésor : 172,5 millions de dollars**Fonds pour la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada**

Ces fonds permettront d'augmenter la capacité de soutien à la clientèle et de traitement des transactions de paye, et appuieront l'amélioration des activités liées aux ressources humaines et aux processus de paye. Le financement non budgétaire permettra de verser aux agents de négociation collective des avances qui s'avèrent nécessaires en raison des retards dans la perception des cotisations syndicales.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement : 169,7 millions de dollars**Fonds pour aider les pays en développement à faire face aux répercussions des changements climatiques**

En novembre 2015, le Canada a annoncé une contribution de 2,65 milliards de dollars pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques sur une période de cinq ans. Le financement inscrit dans le présent budget des dépenses permettra de verser des contributions à la Société financière internationale afin d'appuyer des projets de portée mondiale au moyen du Programme canadien sur les changements climatiques de la Société. Des contributions seront également versées à la Banque interaméricaine de développement afin d'appuyer le Fonds canadien pour le climat pour le secteur privé dans les Amériques.

Modifications apportées à la structure gouvernementale et aux autorisations depuis le Budget principal des dépenses 2017-2018

Les modifications apportées à la structure gouvernementale sont reflétées dans le présent budget des dépenses :

- Le ministère des Services aux Autochtones Canada a été créé, la ministre des Services aux Autochtones a été nommée ministre compétente aux fins de la Loi sur la gestion des finances publiques, et des sections du ministère de la Santé et du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien ont été transférées au nouveau ministère (décrets C.P. 2017-1464 et 2017-1465).
- La Loi sur le Parlement du Canada a été modifiée pour faire du directeur parlementaire du budget un agent du Parlement indépendant (Loi no 1 d'exécution du budget, 2017). Le Bureau du directeur parlementaire du budget (qui faisait auparavant partie de la Bibliothèque du Parlement) figure pour la première fois au présent budget des dépenses.

Les autorisations nouvelles et modifiées qui suivent sont demandées au moyen de la Loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- Le ministère de la Citoyenneté et de l'immigration a ajouté le crédit 7 pour la radiation de dettes pour des prêts à des immigrants;
- Le ministère de l'Emploi et du Développement social a ajouté le crédit 7 pour la radiation de dettes pour des prêts aux étudiants;
- Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le crédit 20 pour augmenter le montant maximal des paiements directs aux institutions financières internationales;
- Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le crédit L25 pour mettre à jour l'estimation en dollars canadiens du montant maximal pour l'achat d'actions d'institutions financières internationales;
- Le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux ajoute le crédit L7, Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 124 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2017-2018. De ces organisations, 48 ont défini des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2017-2018				
	Dépenses réelles 2015-2016	Budget des dépenses à ce jour 2016-2017	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	656 747 273	766 278 268	760 684 214	.....	760 684 214
Administration du pipe-line du Nord	456 055	751 835	494 830	.....	494 830
Agence canadienne d'évaluation environnementale	29 216 302	41 857 579	39 120 560	1 000 001	40 120 561
Agence canadienne d'inspection des aliments	749 362 527	805 369 511	792 408 262	19 578 489	811 986 751
Agence canadienne de développement économique du Nord	46 948 420	55 368 252	55 700 025	(21 600)	55 678 425
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	259 197 000	318 559 941	313 694 506	(9 600)	313 684 906
Agence de la santé publique du Canada	573 080 141	584 163 196	627 099 775	1 088 711	628 188 486
Agence de promotion économique du Canada atlantique	301 608 968	335 515 951	361 726 030	154 401	361 880 431
Agence des services frontaliers du Canada	1 796 293 231	1 873 071 807	2 227 429 755	5 678 614	2 233 108 369
Agence du revenu du Canada	4 146 987 294	4 154 416 887	4 721 776 887	20 258 805	4 742 035 692
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	189 797 295	256 647 852	271 436 438	(21 600)	271 414 838
Agence Parcs Canada	1 036 130 407	1 279 714 066	1 713 606 073	27 502 312	1 741 108 385
Agence spatiale canadienne	412 799 058	442 394 822	419 637 947	.....	419 637 947
Autorité du pont Windsor-Détroit	138 500 000	569 181 753	317 817 400	.....	317 817 400
Bibliothèque du Parlement	41 618 624	43 071 239	48 154 477	2 753 660	50 908 137
Bibliothèque et Archives du Canada	91 451 612	118 013 156	130 756 065	2 980 574	133 736 639
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	30 032 490	29 788 652	33 692 378	.....	33 692 378
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	4 570 147	4 664 536	4 815 364	.....	4 815 364
Bureau de l'infrastructure du Canada	3 190 441 756	5 313 890 780	7 155 783 134	.....	7 155 783 134
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 542 401	35 916 924	42 082 326	3 049 083	45 131 409
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	543 426 832	558 276 513	573 461 043	283 730	573 744 773
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	5 758 138	6 970 653	6 901 551	.....	6 901 551
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 034 877	2 125 377	2 228 391	.....	2 228 391
Bureau du Conseil privé	123 119 021	160 879 376	221 206 023	1 570 994	222 777 017
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	766 289	1 171 300	1 232 127	.....	1 232 127
Bureau du directeur des poursuites pénales	172 124 586	185 665 457	191 652 744	.....	191 652 744
Bureau du directeur général des élections	486 406 354	98 535 261	115 256 918	.....	115 256 918
Bureau du Directeur parlementaire du budget	.....	.....	.....	731 227	731 227

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2015-2016	Budget des dépenses à ce jour 2016-2017	Budget des dépenses 2017-2018		
			Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du secrétaire du gouverneur général	22 318 092	23 145 434	23 933 290	.....	23 933 290
Bureau du surintendant des institutions financières	144 218 577	149 703 956	150 160 327	.....	150 160 327
Bureau du vérificateur général	77 683 076	78 533 732	81 927 817	.....	81 927 817
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	9 918 117	8 952 372	9 109 375	.....	9 109 375
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	54 952 391	57 257 062	55 243 021	.....	55 243 021
Centre de la sécurité des télécommunications	619 548 058	599 833 760	629 474 710	.....	629 474 710
Centre de recherches pour le développement international	183 478 242	149 205 625	139 951 886	.....	139 951 886
Chambre des communes	424 331 368	486 252 497	511 013 221	.....	511 013 221
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 869 475	7 146 808	7 145 216	.....	7 145 216
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 517 969	1 554 862	1 912 045	.....	1 912 045
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 251 598	6 753 945	7 745 899	.....	7 745 899
Commissariat à l'intégrité du secteur public	4 453 557	5 462 474	5 762 937	.....	5 762 937
Commissariat au lobbying	4 377 457	4 462 686	5 040 703	.....	5 040 703
Commissariat aux langues officielles	20 230 031	20 891 619	22 206 924	.....	22 206 924
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	35 019 651	39 161 751	39 882 656	.....	39 882 656
Commission canadienne de sûreté nucléaire	137 968 668	136 252 217	139 096 348	.....	139 096 348
Commission canadienne des affaires polaires	1 287 927	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne des droits de la personne	22 352 154	22 149 172	23 453 222	.....	23 453 222
Commission canadienne des grains	(21 209 143)	5 381 924	5 958 493	.....	5 958 493
Commission canadienne du lait	3 723 258	3 599 617	3 839 177	.....	3 839 177
Commission canadienne du tourisme	62 975 770	95 475 770	95 744 873	.....	95 744 873
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	9 718 063	10 028 317	10 589 777	.....	10 589 777
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 407 239	4 685 311	4 884 465	.....	4 884 465
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	112 397 173	120 273 101	138 984 629	.....	138 984 629
Commission de la capitale nationale	91 009 322	90 127 294	92 485 250	.....	92 485 250
Commission de la fonction publique	72 609 706	83 855 064	90 921 595	.....	90 921 595
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	5 981 933	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	13 500 346	8 687 714	10 128 981	.....	10 128 981
Commission des libérations conditionnelles du Canada	46 330 939	46 789 956	49 880 527	.....	49 880 527
Commission du droit d'auteur	2 828 705	3 111 724	3 360 672	.....	3 360 672

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2017-2018				
	Dépenses réelles 2015-2016	Budget des dépenses à ce jour 2016-2017	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commission mixte internationale (section canadienne)	6 618 723	7 047 067	10 467 540	.....	10 467 540
Conseil canadien des normes	10 194 937	10 274 000	12 785 001	.....	12 785 001
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	9 498 361	10 965 108	11 424 477	.....	11 424 477
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	10 998 417	12 123 695	14 124 081	.....	14 124 081
Conseil de recherches en sciences humaines	720 292 139	777 751 229	781 592 428	5 146 424	786 738 852
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 115 653 194	1 193 339 050	1 215 726 563	4 142 434	1 219 868 997
Conseil des Arts du Canada	182 224 388	222 574 389	258 514 307	200 001	258 714 308
Conseil national de recherches du Canada	945 077 595	1 119 755 105	1 097 593 161	11 969 451	1 109 562 612
Corporation commerciale canadienne	8 880 000	3 510 000	.....	.....	.....
École de la fonction publique du Canada	92 152 131	83 244 944	82 409 307	.....	82 409 307
Énergie atomique du Canada, Limitée	491 064 000	968 615 589	971 355 163	.....	971 355 163
Gendarmerie royale du Canada	2 856 227 571	2 988 349 661	3 337 532 853	259 486 915	3 597 019 768
Instituts de recherche en santé du Canada	1 026 378 153	1 082 620 669	1 092 853 070	3 515 023	1 096 368 093
La Société des ponts fédéraux Limitée	20 119 299	41 781 864	22 885 386	698 501	23 583 887
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	247 328 089	367 525 000	331 777 000	.....	331 777 000
Marine Atlantique S.C.C.	350 859 000	146 222 000	213 734 000	.....	213 734 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	1 928 409 592	2 658 686 303	2 385 187 582	2 120 623	2 387 308 205
Ministère de l'Emploi et du Développement social	59 598 028 020	56 669 800 862	58 237 880 278	276 580 431	58 514 460 709
Ministère de l'Environnement	950 927 395	1 019 967 760	1 122 044 805	195 841 344	1 317 886 149
Ministère de l'Industrie	1 169 834 497	2 181 409 853	2 839 598 983	5 347 599	2 844 946 582
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 536 497 266	1 893 162 398	1 948 346 483	133 058 236	2 081 404 719
Ministère de la Défense nationale	18 666 073 243	18 908 344 554	20 194 188 767	779 952 769	20 974 141 536
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	155 691 374	202 518 546	227 058 858	5 000 000	232 058 858
Ministère de la Justice	683 219 807	702 439 529	734 790 742	4 050 001	738 840 743
Ministère de la Santé	3 881 132 152	4 187 200 422	4 708 947 781	37 365 162	4 746 312 943
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	406 782 727	1 166 257 907	1 087 761 938	19 996 651	1 107 758 589
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	5 996 852 566	6 475 378 999	6 613 800 215	423 339 343	7 037 139 558
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	7 955 294 666	9 448 144 605	11 283 218 091	(45 887 637)	11 237 330 454
Ministère des Anciens Combattants	3 595 034 204	3 893 092 359	4 742 231 920	177 172 873	4 919 404 793
Ministère des Finances	87 007 312 159	88 770 777 432	90 441 068 456	(463 015 586)	89 978 052 870
Ministère des Pêches et des Océans	2 172 797 935	2 590 355 242	2 862 444 790	2 289 588	2 864 734 378
Ministère des Ressources naturelles	1 335 178 669	1 715 246 121	1 451 506 286	63 950 268	1 515 456 554
Ministère des Services aux Autochtones Canada	.....	.....	.....	359 606 267	359 606 267

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2015-2016	Budget des dépenses à ce jour 2016-2017	Budget des dépenses 2017-2018		
			Autorisations à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Transports	1 569 127 062	1 438 600 718	1 497 220 926	175 715	1 497 396 641
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 833 315 710	3 382 648 077	3 837 586 314	228 066 355	4 065 652 669
Ministère du Patrimoine canadien	1 240 947 324	1 438 765 816	1 498 532 178	24 120 706	1 522 652 884
Musée canadien de l'histoire	83 587 255	77 746 477	73 770 143	188 044	73 958 187
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	7 700 000	7 900 000	7 962 724	.....	7 962 724
Musée canadien de la nature	26 452 593	29 441 112	33 202 424	.....	33 202 424
Musée canadien des droits de la personne	21 700 000	33 604 000	25 352 335	.....	25 352 335
Musée des beaux-arts du Canada	45 776 761	46 078 410	54 936 914	.....	54 936 914
Musée national des sciences et de la technologie	59 600 577	108 172 776	145 210 991	.....	145 210 991
Office des transports du Canada	28 254 232	27 792 087	33 198 571	.....	33 198 571
Office national de l'énergie	82 396 568	90 251 802	90 911 560	.....	90 911 560
Office national du film	59 921 189	63 394 820	79 595 732	.....	79 595 732
PPP Canada Inc.	11 800 000	279 500 000	279 500 000	.....	279 500 000
Registraire de la Cour suprême du Canada	32 339 748	34 348 521	37 986 556	28 909	38 015 465
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 270 551	5 974 970	6 275 589	.....	6 275 589
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	.....	.....	2 252 903	2 073 828	4 326 731
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 127 888 742	7 381 207 499	4 950 422 940	920 135 127	5 870 558 067
Sénat	74 572 094	90 115 308	103 874 365	.....	103 874 365
Service administratif des tribunaux judiciaires	72 294 670	74 587 450	81 156 570	3 793 308	84 949 878
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	56 851 992	61 767 127	70 044 581	.....	70 044 581
Service canadien du renseignement de sécurité	536 563 848	591 800 950	604 204 759	.....	604 204 759
Service correctionnel du Canada	2 357 784 645	2 393 067 268	2 606 991 266	127 230 444	2 734 221 710
Service de protection parlementaire	50 470 931	71 408 562	86 892 682	.....	86 892 682
Services partagés Canada	1 504 443 770	1 860 873 134	1 906 637 150	24 773 828	1 931 410 978
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 008 369 383	3 176 101 049	2 777 381 224	674 585	2 778 055 809
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	54 897 056	135 309 431	141 324 356	.....	141 324 356
Société Radio-Canada	1 038 023 798	1 113 023 798	1 222 083 485	.....	1 222 083 485
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	8 286 711	19 475 274	22 678 900	.....	22 678 900
Statistique Canada	517 560 565	747 824 384	571 648 936	.....	571 648 936
Téléfilm Canada	95 453 551	97 453 551	103 572 036	.....	103 572 036
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 002 365	10 921 149	11 444 589	.....	11 444 589
VIA Rail Canada Inc.	365 500 460	425 450 000	456 402 731	.....	456 402 731
Total budgétaire	241 379 463 237	257 166 294 490	267 287 010 021	3 679 765 331	270 966 775 352

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2017-2018				
	Dépenses réelles 2015-2016	Budget des dépenses à ce jour 2016-2017	Autorisations à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	31 338 616	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	817 148 156	549 150 322	358 762 888	210 483 729	569 246 617
Ministère de l'Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 721 648	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	2 628 008	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	51 896 413	3 098 451	39 860 001	600 001	40 460 002
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	37 961 677	56 303 000	56 303 001	.....	56 303 001
Ministère des Anciens Combattants	(3 716)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Finances	54 811 893 118	.....	.....	53 400 000	53 400 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	9 721 866	.....	.....	14 000 000	14 000 000
Service correctionnel du Canada	165	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(177 166 331)	(644 314 000)	(19 790 000)	.....	(19 790 000)
Total non budgétaire	55 589 139 620	(34 962 227)	435 935 890	278 483 730	714 419 620

Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. Ces deux types de postes horizontaux concernent deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

Des détails supplémentaires sur ces initiatives sont disponibles en ligne.

Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec	
<i>Le Sommet des dirigeants du G7 de 2018 se tiendra à La Malbaie, au Québec, dans le cadre de la présidence canadienne du G7. Les fonds demandés serviront à financer le Sommet, les réunions ministérielles et les activités de sensibilisation organisées partout au Canada en 2018. La majorité du financement de la présidence sera axée sur les mesures de sécurité, qui comprennent le déploiement de la GRC et du personnel militaire, le soutien de la police provinciale et l'équipement nécessaire. Les fonds seront également utilisés pour des besoins logistiques comme la location de salle, le personnel temporaire et les mises à niveau du réseau de communication local.</i>	
Agence de la santé publique du Canada	1 003 916
Agence des services frontaliers du Canada	182 897
Gendarmerie royale du Canada	125 061 645
Ministère de la Défense nationale	9 655 944
Ministère de la Santé	2 932 675
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	18 943 983
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	31 007 085
Ministère des Finances	1 811 746
Ministère des Transports	308 567
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	11 813 717
Services partagés Canada	15 970 650
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>5 993 976</i>
Total	224 686 801
Fonds afin de poursuivre la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada	
<i>Ces fonds permettront d'augmenter la capacité de soutien à la clientèle et de traitement des transactions de paye, et appuieront l'amélioration des activités liées aux ressources humaines et aux processus de paye. Le financement non budgétaire permettra de verser aux agents de négociation collective des avances qui s'avèrent nécessaires en raison des retards dans la perception des cotisations syndicales.</i>	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	166 142 862
Secrétariat du Conseil du Trésor	6 310 739
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>13 632 313</i>
Total	186 085 914

Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017)

La Stratégie emploi jeunesse aide les jeunes canadiens âgés de 15 à 30 ans à acquérir les compétences et l'expérience de travail nécessaires pour trouver et conserver un bon emploi. Les fonds prévus dans le présent budget augmenteront les possibilités de stages visant à aider les jeunes à acquérir des compétences numériques et de l'expérience de travail dans le secteur de l'environnement à l'appui de l'initiative Emplois verts pour les jeunes.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018

Agence Parcs Canada	10 952 350
Conseil national de recherches du Canada	10 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	2 562 955
Ministère de l'Emploi et du Développement social	54 646 116
Ministère de l'Environnement	11 260 800
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	38 506 552
Ministère des Ressources naturelles	7 476 851
Ministère du Patrimoine canadien	6 840 051
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 080 175
<i>Total des postes législatifs</i>	<u>523 605</u>
Total	146 849 455
<i>Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018</i>	
Ministère de l'Industrie	2 744 782
<i>Total des postes législatifs</i>	<u>15 783</u>
Total	2 760 565
Total cumulatif pour 2017-2018	149 610 020

Financement à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert (budget fédéral de 2016)

Il s'agit d'un financement pluriannuel initial pour la Fédération canadienne des municipalités destiné au Fonds municipal vert. Ce dernier sert à offrir des subventions, des prêts et des garanties de prêts afin de soutenir les municipalités et d'encourager les investissements dans des projets novateurs qui améliorent le rendement environnemental des collectivités canadiennes.

Ministère de l'Environnement	62 500 000
Ministère des Ressources naturelles	62 500 000
Total	125 000 000

Fonds pour soutenir la préservation et la revitalisation des langues et des cultures autochtones (budget fédéral de 2017)

Ces fonds permettront d'accroître le soutien financier de l'Initiative des langues autochtones à l'appui des projets linguistiques communautaires, de diriger l'élaboration conjointe de lois sur les langues autochtones, de numériser le matériel linguistique et culturel autochtone, d'appuyer les communautés autochtones dans la préservation des témoignages oraux grâce à un portail Web, et de mettre au point des technologies numériques (comme la technologie de conversion parole texte) et du matériel éducatif pour aider à préserver les langues autochtones.

Bibliothèque et Archives du Canada	2 333 908
Conseil national de recherches du Canada	1 895 661
Ministère du Patrimoine canadien	22 399 620
<i>Total des postes législatifs</i>	<u>670 159</u>
Total	27 299 348

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Les programmes de publicité gouvernementale offrent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Ces fonds permettront également d'appuyer la publicité numérique visant à communiquer rapidement avec les Canadiens au sujet de nouveaux enjeux.

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2017-2018

Agence de la santé publique du Canada	1 000 000
Agence du revenu du Canada	1 000 000
Agence Parcs Canada	2 500 000
Ministère de l'Emploi et du Développement social	6 000 000
Ministère de l'Industrie	500 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1 000 000
Ministère de la Santé	1 500 000
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	2 500 000
Ministère des Anciens Combattants	2 082 500
Ministère du Patrimoine canadien	4 500 000
Total	22 582 500

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 500 000
---	-----------

Total cumulatif pour 2017-2018	25 082 500
---------------------------------------	-------------------

Fonds pour la mise en œuvre d'une stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe (budget fédéral de 2017)

Ces fonds serviront à appuyer des activités comme la collecte de données et la recherche, la création d'un centre du savoir et d'un nouveau programme de subventions et de contributions, ainsi que les initiatives visant à accroître la sensibilisation contre la violence fondée sur le sexe et à la prévenir, à combattre l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne, et à augmenter et à améliorer le soutien aux victimes de violence fondée sur le sexe, y compris les membres des Forces armées canadiennes et leurs familles.

Agence de la santé publique du Canada	541 683
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	2 749 083
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	300 000
Ministère de la Défense nationale	800 000
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 033 384
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>68 900</i>
Total	5 493 050

Fonds pour appuyer les centres d'excellence en commercialisation et en recherche

Annoncé dans le budget fédéral de 2007, le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche a pour but de déterminer les possibilités de recherche et de commercialisation dans les domaines où le Canada a ce qu'il faut pour être un chef de file mondial, et d'appuyer les centres d'excellence de calibre mondial. Le Programme permet de sélectionner des organisations au moyen d'un processus concurrentiel fondé sur la probabilité qu'elles commercialisent les technologies qu'elles mettent au point et qu'elles parviennent à la viabilité financière. Les fonds serviront à verser des paiements aux 5 bénéficiaires retenus dans le cadre du concours de 2018.

Conseil de recherches en sciences humaines	311 529
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 948 000
Instituts de recherche en santé du Canada	2 649 000
Total	4 908 529

Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative Impact Canada afin d'accélérer les efforts visant à résoudre les grands défis auxquels le Canada fait face (budget fédéral de 2017)

Ces fonds appuieront un centre d'expertise visant à aider les ministères à élaborer des approches de financement novatrices et aideront à relever le Défi des technologies propres, qui vise à encourager les intervenants à trouver des solutions pour faire avancer les priorités du Canada en matière de technologies propres.

Bureau du Conseil privé	1 434 439
Ministère des Ressources naturelles	1 335 642
<i>Total des postes législatifs</i>	<u>235 996</u>
Total	3 006 077

Fonds pour la mise en œuvre du Programme des chaires de recherche Canada 150 (budget fédéral de 2017)

Le Programme des chaires de recherche Canada 150 permet d'attirer au Canada des chercheurs internationaux de premier plan. Les paiements de subvention sont versés sur une période de 7 ans et visent à soutenir les titulaires de chaires qui doivent déménager dans une université canadienne de l'étranger. Les demandes font l'objet d'un examen par des pairs, puis sont classées par un comité d'évaluation multidisciplinaire, qui recommande les octrois à un comité directeur de trois organismes aux fins de décision.

Conseil de recherches en sciences humaines	573 797
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 359 118
Instituts de recherche en santé du Canada	818 219
Total	<u>2 751 134</u>

Fonds pour la mise en œuvre des activités visant à protéger la « dernière zone de glace » dans les eaux arctiques canadiennes
Selon les projections, la « dernière zone de glace » sera le dernier vestige de la glace de plusieurs années dans l'océan Arctique. À mesure que les changements climatiques progressent et que la glace de mer disparaît partout ailleurs, cette zone continuera d'offrir un habitat aux espèces dépendantes de la glace, comme les ours polaires, les bélugas, les narvals et les phoques. Ces fonds appuieront les efforts de conservation qui contribueront à la gestion des systèmes marins et côtiers, à la protection du patrimoine naturel et culturel ainsi qu'au renforcement de la capacité des Autochtones à s'investir dans les enjeux de conservation marine.

Agence Parcs Canada	665 301
Ministère des Pêches et des Océans	1 213 027
<i>Total des postes législatifs</i>	<u>109 000</u>
Total	1 987 328

Fonds pour le contrôle de sécurité des travailleurs aux aéroports (budget fédéral de 2017)

Le ministère des Transports et la Gendarmerie royale du Canada travaillent en collaboration avec d'autres partenaires afin d'assurer le contrôle des travailleurs qui doivent accéder aux zones réglementées d'un aéroport. Ces fonds serviront à augmenter la capacité d'effectuer le contrôle de sécurité exigé.

Gendarmerie royale du Canada	502 655
Ministère des Transports	447 354
<i>Total des postes législatifs</i>	<u>146 771</u>
Total	1 096 780

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) 2017-2018

Détails par organisation

Agence canadienne d'évaluation environnementale	1
Agence canadienne d'inspection des aliments	2
Agence de la santé publique du Canada	3
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5
Agence des services frontaliers du Canada	6
Agence du revenu du Canada	7
Agence Parcs Canada	8
Bibliothèque du Parlement	9
Bibliothèque et Archives du Canada	10
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	11
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	13
Bureau du Conseil privé	14
Bureau du Directeur parlementaire du budget	15
Conseil de recherches en sciences humaines	16
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	18
Conseil des Arts du Canada	20
Conseil national de recherches du Canada	21
Gendarmerie royale du Canada	23
Instituts de recherche en santé du Canada	25
La Société des ponts fédéraux Limitée	27
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	28
Ministère de l'Emploi et du Développement social	30
Ministère de l'Environnement	32
Ministère de l'Industrie	34
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	36
Ministère de la Défense nationale	38
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	41
Ministère de la Justice	42
Ministère de la Santé	43
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	44
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	46
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	49
Ministère des Anciens Combattants	52
Ministère des Finances	53
Ministère des Pêches et des Océans	54
Ministère des Ressources naturelles	56
Ministère des Services aux Autochtones Canada	58
Ministère des Transports	61
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	62
Ministère du Patrimoine canadien	64
Musée canadien de l'histoire	66
Registraire de la Cour suprême du Canada	67
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	68
Secrétariat du Conseil du Trésor	69
Service administratif des tribunaux judiciaires	71

Détails par organisation

Service correctionnel du Canada	72
Services partagés Canada	73
Société canadienne d'hypothèques et de logement	75

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	35 634 524	1 000 000	1	36 634 525
Total des crédits	35 634 524	1 000 000	1	36 634 525
Total des postes législatifs	3 486 036	.....	.....	3 486 036
Total des dépenses budgétaires	39 120 560	1 000 000	1	40 120 561

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits

Crédit 1c

1

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Environnement à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale pour réduire les pressions opérationnelles

Crédit 1c

1 000 000

Total des transferts

1 000 000

Total des dépenses budgétaires

1 000 001

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement et contributions	593 879 454	.....	17 244 054	611 123 508
5b Dépenses en capital	64 468 179	(812 500)	.....	63 655 679
Total des crédits	658 347 633	(812 500)	17 244 054	674 779 187
Total des postes législatifs	134 060 629	.....	3 146 935	137 207 564
Total des dépenses budgétaires	792 408 262	(812 500)	20 390 989	811 986 751

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour faire face aux pressions de fonctionnement	Crédit 1c	15 000 000
Fonds pour les activités de planification préliminaire pour le Centre de protection des végétaux situé à Sydney, en Colombie-Britannique (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	2 244 054

Total des crédits à adopter **17 244 054**

Total des crédits législatifs **3 146 935**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour le renouvellement de l'infrastructure technologique	Crédit 5b	(812 500)
---	-----------	------------------

Total des transferts **(812 500)**

Total des dépenses budgétaires **19 578 489**

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	354 753 850	(5 843 000)	1 217 908	350 128 758
5c Dépenses en capital	8 097 293	2 243 000	.....	10 340 293
10c Subventions et contributions	222 322 480	3 066 750	350 000	225 739 230
Total des crédits	585 173 623	(533 250)	1 567 908	586 208 281
Total des postes législatifs	41 926 152	.....	54 053	41 980 205
Total des dépenses budgétaires	627 099 775	(533 250)	1 621 961	628 188 486

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	1 003 916
Fonds pour la mise en œuvre d'une stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	191 683
	Crédit 10c	350 000
Total		541 683
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1c	22 309
Total des crédits à adopter		1 567 908
Total des crédits législatifs		54 053
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de la santé publique du Canada pour soutenir le Centre de collaboration nationale de la santé autochtone	Crédit 10c	50 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de la santé publique du Canada pour la sensibilisation du public dans le cadre du programme Nutrition Nord Canada	Crédit 10c	16 750
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement aux contributions pour augmenter le financement du Fonds d'initiatives communautaires en matière de VIH/sida et d'hépatite C	Crédit 1c	(3 000 000)
	Crédit 10c	3 000 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement aux dépenses en capital pour les investissements dans la science de l'informatique et l'équipement scientifique	Crédit 1c	(2 243 000)
	Crédit 5c	2 243 000
Total		.....

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le soutien aux organismes nationaux de sport afin qu'ils adoptent et mettent en place des protocoles de commotions cérébrales spécifiques à chaque sport	Crédit 1c	(200 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien afin d'appuyer le Ralliement national des Métis et ses organisations membres en vue d'améliorer la collecte et l'analyse de données sur la santé	Crédit 1c	(400 000)
Total des transferts		(533 250)
Total des dépenses budgétaires		1 088 711

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	20 794 000	250 000	21 044 000
Contributions			
Contributions pour appuyer l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	15 631 758	3 000 000	18 631 758
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielle	48 054 608	166 750	48 221 358

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	69 938 738	.....	.....	69 938 738
5c Subventions et contributions	283 816 801	154 400	1	283 971 202
Total des crédits	353 755 539	154 400	1	353 909 940
Total des postes législatifs	7 970 491	.....	.....	7 970 491
Total des dépenses budgétaires	361 726 030	154 400	1	361 880 431

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits

Crédit 5c **1**

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, du ministère de l'Industrie, de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour participer au projet portant sur le développement économique régional des communautés autochtones devant être réalisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques

Crédit 5c **154 400**

Total des transferts

154 400

Total des dépenses budgétaires

154 401

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	2 000 000	154 401	2 154 401

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 747 488 006	124 587	3 267 327	1 750 879 920
5c Dépenses en capital	294 861 462	(16 378 365)	18 042 576	296 525 673
Total des crédits	2 042 349 468	(16 253 778)	21 309 903	2 047 405 593
Total des postes législatifs	185 080 287	.....	622 489	185 702 776
Total des dépenses budgétaires	2 227 429 755	(16 253 778)	21 932 392	2 233 108 369

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la réalisation du projet Gestion des cotisations et des recettes de l'Agence	Crédit 1c	3 084 430
	Crédit 5c	18 042 576
Total		21 127 006

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	182 897
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter **21 309 903**

Total des crédits législatifs **622 489**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	124 587
--	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 5c	(4 028 365)
---	-----------	--------------------

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour un transfert de propriété à Surrey en Colombie-Britannique	Crédit 5c	(12 350 000)
---	-----------	---------------------

Total des transferts **(16 253 778)**

Total des dépenses budgétaires **5 678 614**

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi	3 702 867 100	.....	19 241 916	3 722 109 016
5 Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi	80 801 558	.....	.....	80 801 558
Total des crédits	3 783 668 658	.....	19 241 916	3 802 910 574
Total des postes législatifs	938 108 229	.....	1 016 889	939 125 118
Total des dépenses budgétaires	4 721 776 887	.....	20 258 805	4 742 035 692

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Remboursement en raison de besoins moindres en matière de locaux	Crédit 1c	11 700 000
Fonds pour mettre en œuvre le régime de taxation du cannabis	Crédit 1c	6 229 079
Fonds pour réduire les pressions opérationnelles causées par le système de paye du gouvernement du Canada	Crédit 1c	1 312 837
Total des crédits à adopter		19 241 916
Total des crédits législatifs		1 016 889
Total des dépenses budgétaires		20 258 805

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	1 539 229 627	(405 000)	27 386 302	1 566 210 929
5b Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	25 545 821	.....	.....	25 545 821
Total des crédits	1 564 775 448	(405 000)	27 386 302	1 591 756 750
Total des postes législatifs	148 830 625	.....	521 010	149 351 635
Total des dépenses budgétaires	1 713 606 073	(405 000)	27 907 312	1 741 108 385

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour des interventions d'urgence menées en réponse à des catastrophes naturelles	Crédit 1c	26 721 001
Fonds pour la mise en œuvre des activités visant à protéger la « dernière zone de glace » dans les eaux arctiques canadiennes (poste horizontal)	Crédit 1c	665 301

Total des crédits à adopter **27 386 302**

Total des crédits législatifs **521 010**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence Parcs Canada à Bibliothèque et Archives du Canada pour le transfert de la gestion d'une parcelle de terre située à Gatineau, au Québec	Crédit 1c	(405 000)
--	-----------	------------------

Total des transferts **(405 000)**

Total des dépenses budgétaires **27 502 312**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	6 109 324	200 000	6 309 324

Bibliothèque du Parlement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	42 885 256	.....	2 380 000	45 265 256
Total des crédits	42 885 256	.....	2 380 000	45 265 256
Total des postes législatifs	5 269 221	.....	373 660	5 642 881
Total des dépenses budgétaires	48 154 477	.....	2 753 660	50 908 137

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'augmentation des dépenses de programme pour les paiements rétroactifs liés aux augmentations économiques découlant du règlement de conventions collectives	Crédit 1c	2 380 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	2 380 000
------------------------------------	------------------

Total des crédits législatifs	373 660
--------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	2 753 660
---------------------------------------	------------------

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	105 951 739	405 000	2 333 908	108 690 647
5 Dépenses en capital	14 397 864	.....	.....	14 397 864
Total des crédits	120 349 603	405 000	2 333 908	123 088 511
Total des postes législatifs	10 406 462	.....	241 666	10 648 128
Total des dépenses budgétaires	130 756 065	405 000	2 575 574	133 736 639

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la préservation et la revitalisation des langues et des cultures autochtones (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 333 908
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		2 333 908
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		241 666
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence Parcs Canada à Bibliothèque et Archives du Canada pour le transfert de la gestion d'une parcelle de terre située à Gatineau, au Québec	Crédit 1c	405 000
--	-----------	----------------

Total des transferts		405 000
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		2 980 574
---------------------------------------	--	------------------

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	19 337 200	.....	2 749 083	22 086 283
5c Subventions et contributions	20 530 000	300 000	.....	20 830 000
Total des crédits	39 867 200	300 000	2 749 083	42 916 283
Total des postes législatifs	2 215 126	.....	.....	2 215 126
Total des dépenses budgétaires	42 082 326	300 000	2 749 083	45 131 409

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la mise en œuvre d'une stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	2 749 083
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

2 749 083

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada, du ministère de la Défense nationale et du Secrétariat du Conseil du Trésor au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme à l'appui de la campagne « Moose Hide » pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux enfants	Crédit 5c	300 000
--	-----------	----------------

Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour appuyer Les Femmes Michif Otipemisiwak dans le renforcement de leur capacité de gouvernance interne	Crédit 5c	100 000
---	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme et du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la tenue de la conférence sur le leadership et l'autonomisation économique des femmes autochtones organisée par l'Association des femmes autochtones du Canada	Crédit 5c	(100 000)
---	-----------	------------------

Total des transferts

300 000

Total des dépenses budgétaires

3 049 083

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	5 020 000	300 000	5 320 000

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Bureau du commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	9 533 737	.....	265 150	9 798 887
5b Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	4 354 115	.....	.....	4 354 115
Total des crédits	13 887 852	.....	265 150	14 153 002
Total des postes législatifs	559 573 191	.....	18 580	559 591 771
Total des dépenses budgétaires	573 461 043	.....	283 730	573 744 773

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Comité consultatif indépendant sur la nomination des juges de la Cour suprême du Canada	Crédit 1c	265 150
Total des crédits à adopter		265 150
Total des crédits législatifs		18 580
Total des dépenses budgétaires		283 730

Bureau du Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	204 481 536	(2 073 827)	3 247 797	205 655 506
Total des crédits	204 481 536	(2 073 827)	3 247 797	205 655 506
Total des postes législatifs	16 724 487	.....	397 024	17 121 511
Total des dépenses budgétaires	221 206 023	(2 073 827)	3 644 821	222 777 017

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour établir le Secrétariat de la communauté LGBTA2 et le secrétariat à l'appui du Groupe de travail de ministres chargé d'examiner les lois et les politiques liées aux Autochtones (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	1 813 358
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative Impact Canada afin d'accélérer les efforts visant à résoudre les grands défis auxquels le Canada fait face (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 434 439

Total des crédits à adopter **3 247 797**

Total des crédits législatifs **397 024**

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Bureau du Conseil privé au Secrétariat du comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement afin de soutenir l'établissement du Secrétariat du comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	Crédit 1c	(2 073 827)
---	-----------	--------------------

Total des transferts **(2 073 827)**

Total des dépenses budgétaires **1 570 994**

Bureau du Directeur parlementaire du budget

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
3c Dépenses du programme	690 652	690 652
Total des crédits	690 652	690 652
Total des postes législatifs	40 575	40 575
Total des dépenses budgétaires	731 227	731 227

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'augmentation des dépenses de programme pour les coûts de transition liés à la mise en œuvre du projet de loi C-44	Crédit 3c	690 652
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter	690 652
------------------------------------	----------------

Total des crédits législatifs	40 575
--------------------------------------	---------------

Total des dépenses budgétaires	731 227
---------------------------------------	----------------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	27 061 199	.....	.....	27 061 199
5c Subventions	751 779 895	4 261 098	885 326	756 926 319
Total des crédits	778 841 094	4 261 098	885 326	783 987 518
Total des postes législatifs	2 751 334	.....	.....	2 751 334
Total des dépenses budgétaires	781 592 428	4 261 098	885 326	786 738 852

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la mise en œuvre du Programme des chaires de recherche Canada 150 (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 5c	573 797
--	-----------	----------------

Fonds pour appuyer les centres d'excellence en commercialisation et en recherche (poste horizontal)	Crédit 5c	311 529
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		885 326
------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales	Crédit 5c	4 267 584
---	-----------	------------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (300 000 \$) à Subventions et bourses	Crédit 5c
---	-----------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour le soutien des dépenses engagées dans la gestion de leurs travaux de recherche au Collège militaire royal du Canada	Crédit 5c	(6 486)
---	-----------	----------------

Total des transferts		4 261 098
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		5 146 424
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	546 962	3 967 584	4 514 546
Chaires de recherche Canada 150	. . . . .	573 797	573 797
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	4 634 100	311 529	4 945 629
Subventions et bourses	276 201 533	300 000	276 501 533

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	47 003 717	.....	367 500	47 371 217
5c Subventions	1 163 340 979	(4 142 584)	7 883 518	1 167 081 913
Total des crédits	1 210 344 696	(4 142 584)	8 251 018	1 214 453 130
Total des postes législatifs	5 381 867	.....	34 000	5 415 867
Total des dépenses budgétaires	1 215 726 563	(4 142 584)	8 285 018	1 219 868 997

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour prolonger le Fonds d'innovation sociale destiné aux communautés et aux collèges (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	367 500
	Crédit 5c	4 576 400

Total 4 943 900

Fonds pour appuyer les centres d'excellence en commercialisation et en recherche (poste horizontal)	Crédit 5c	1 948 000
---	-----------	------------------

Fonds pour la mise en œuvre du Programme des chaires de recherche Canada 150 (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 5c	1 359 118
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter 8 251 018

Total des crédits législatifs 34 000

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de recherche conjoints	Crédit 5c	150 000
--	-----------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de la subvention aux Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise (200 000 \$) à la subvention aux Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	Crédit 5c
---	-----------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales	Crédit 5c	(25 000)
---	-----------	-----------------

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales	Crédit 5c	(4 267 584)
---	-----------	--------------------

Total des transferts	(4 142 584)
Total des dépenses budgétaires	4 142 434

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	9 754 676	2 148 000	11 902 676
Chaires de recherche Canada 150	.....	1 359 118	1 359 118
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	52 530 071	283 816	52 813 887
Subventions et bourses	894 649 226	150 000	894 799 226

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Conseil	258 514 307	200 000	1	258 714 308
Total des dépenses budgétaires	258 514 307	200 000	1	258 714 308

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits

Crédit 1c **1**

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au Conseil des Arts du Canada pour l'exposition d'architecture de Douglas Cardinal qui représentera le Canada à l'Exposition internationale en architecture de 2018 à Venise

Crédit 1c **200 000**

Total des transferts

200 000

Total des dépenses budgétaires

200 001

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	412 342 615	(4 400 000)	1 895 661	409 838 276
5a Dépenses en capital	107 122 312	.....	.....	107 122 312
10c Subventions et contributions	363 420 835	14 400 000	.....	377 820 835
Total des crédits	882 885 762	10 000 000	1 895 661	894 781 423
Total des postes législatifs	214 707 399	.....	73 790	214 781 189
Total des dépenses budgétaires	1 097 593 161	10 000 000	1 969 451	1 109 562 612

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la préservation et la revitalisation des langues et des cultures autochtones (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 895 661
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter

1 895 661

Total des crédits législatifs

73 790

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Conseil national de recherches du Canada pour la réaffectation des ressources en cours d'exercice du programme Objectif carrière lié à la Stratégie emploi jeunesse	Crédit 10c	10 000 000
--	------------	-------------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer les contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	Crédit 1c	(4 400 000)
	Crédit 10c	4 400 000

Total

.....

Total des transferts

10 000 000

Total des dépenses budgétaires

11 969 451

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse	15 000 000	10 000 000	25 000 000
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	96 334 149	4 400 000	100 734 149

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 271 931 560	2 104 319	224 519 870	2 498 555 749
5c Dépenses en capital	375 078 856	35 040	22 715 260	397 829 156
10c Subventions et contributions	228 573 483	.....	4 500 000	233 073 483
Total des crédits	2 875 583 899	2 139 359	251 735 130	3 129 458 388
Total des postes législatifs	461 948 954	.....	5 612 426	467 561 380
Total des dépenses budgétaires	3 337 532 853	2 139 359	257 347 556	3 597 019 768

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	104 051 645
	Crédit 5c	21 010 000
Total		125 061 645
Fonds pour maintenir les opérations de la GRC en attendant les résultats de l'examen exhaustif de l'affectation des ressources	Crédit 1c	70 000 000
Fonds pour le Programme des services de police contractuels	Crédit 1c	49 965 570
	Crédit 5c	875 000
Total		50 840 570
Fonds pour l'indemnisation des membres de la GRC pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10c	4 500 000
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	830 260
Fonds pour le contrôle de sécurité des travailleurs aux aéroports (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	502 655
Total des crédits à adopter		251 735 130
Total des crédits législatifs		5 612 426
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire à l'intention des Premières Nations	Crédit 1c	1 763 701
Transfert du ministère de la Santé à la Gendarmerie royale du Canada afin de permettre l'exécution de vérifications de références et d'assurer la conformité aux exigences du Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales	Crédit 1c	342 227

Transfert du ministère de la Défense nationale à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie, afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 5c	35 040
--	-----------	---------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	(1 609)
---	-----------	----------------

Total des transferts		2 139 359
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		259 486 915
---------------------------------------	--	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	210 500 000	4 500 000	215 000 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	54 665 087	.....	.....	54 665 087
5c Subventions	1 032 332 406	47 804	3 467 219	1 035 847 429
Total des crédits	1 086 997 493	47 804	3 467 219	1 090 512 516
Total des postes législatifs	5 855 577	.....	.....	5 855 577
Total des dépenses budgétaires	1 092 853 070	47 804	3 467 219	1 096 368 093

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer les centres d'excellence en commercialisation et en recherche (poste horizontal)	Crédit 5c	2 649 000
---	-----------	------------------

Fonds pour la mise en œuvre du Programme des chaires de recherche Canada 150 (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 5c	818 219
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		3 467 219
------------------------------------	--	------------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada afin d'accroître l'innovation grâce à des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales	Crédit 5c	25 000
---	-----------	---------------

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer l'analyse de données nationales recueillies par l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement	Crédit 5c	22 804
---	-----------	---------------

Total des transferts		47 804
-----------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		3 515 023
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	9 679 500	2 649 000	12 328 500
Chaires de recherche Canada 150	. . . . .	818 219	818 219
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	. . . . .	25 000	25 000
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	912 108 591	22 804	912 131 395

La Société des ponts fédéraux Limitée

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Société	22 885 386	698 500	1	23 583 887
Total des dépenses budgétaires	22 885 386	698 500	1	23 583 887

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	1
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Transports à La Société des ponts fédéraux Limitée pour l'étude de faisabilité et de conception associée au projet de remise en état du point d'entrée de Cornwall, en Ontario	Crédit 1c	698 500
---	-----------	----------------

Total des transferts

698 500

Total des dépenses budgétaires

698 501

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	606 655 242	(199 000)	.....	606 456 242
5c Dépenses en capital	77 816 571	812 500	1 507 122	80 136 193
10c Subventions et contributions	394 757 983	.....	1	394 757 984
Total des crédits	1 079 229 796	613 500	1 507 123	1 081 350 419
Total des postes législatifs	1 305 957 786	.....	.....	1 305 957 786
Total des dépenses budgétaires	2 385 187 582	613 500	1 507 123	2 387 308 205

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	1 507 122
Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 10c	1

Total des crédits à adopter

1 507 123

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour le renouvellement de l'infrastructure technologique	Crédit 5c	812 500
---	-----------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne provenant des contributions (1 970 000 \$) aux subventions afin de fournir des subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour la participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	Crédit 10c
---	------------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère des Services aux Autochtones Canada pour la tenue d'une séance de mobilisation nationale sur « Une politique alimentaire pour le Canada » avec les Inuits	Crédit 1b	(199 000)
--	-----------	------------------

Total des transferts

613 500

Total des dépenses budgétaires

2 120 623

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour la participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	2 883 000	1 970 001	4 853 001

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	728 483 494	(133 659)	.....	728 349 835
5c Subventions et contributions	2 484 934 780	(10 711 084)	25 000 000	2 499 223 696
7c Radiation de dettes – Prêts canadiens aux étudiants	.....	.....	203 470 823	203 470 823
Total des crédits	3 213 418 274	(10 844 743)	228 470 823	3 431 044 354
Total des postes législatifs	55 024 462 004	.....	58 954 351	55 083 416 355
Total des dépenses budgétaires	58 237 880 278	(10 844 743)	287 425 174	58 514 460 709
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	358 762 888	.....	210 483 729	569 246 617
Total des dépenses non budgétaires	358 762 888	.....	210 483 729	569 246 617

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables	Crédit 7c	203 470 823
--	-----------	--------------------

Fonds pour appuyer l'éducation postsecondaire et la formation axée sur les compétences dans la province de Québec (budget fédéral de 2017) (Ce poste a été financé à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor, Éventualités du gouvernement)	Crédit 5c	25 000 000
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		228 470 823
------------------------------------	--	--------------------

Total des crédits législatifs		58 954 351
--------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer l'analyse de données nationales recueillies par l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement	Crédit 1b	(22 804)
---	-----------	-----------------

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Ressources naturelles pour la réaffectation des ressources en cours d'exercice de la Stratégie emploi jeunesse liée au programme Objectif carrière	Crédit 5c	(36 500)
---	-----------	-----------------

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de l'Emploi et du Développement social, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1b	(110 855)
---	-----------	------------------

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la réaffectation annuelle des ressources liées à la Stratégie emploi jeunesse	Crédit 5c	(674 584)
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Conseil national de recherches du Canada pour la réaffectation des ressources en cours d'exercice du programme Objectif carrière lié à la Stratégie emploi jeunesse	Crédit 5c	(10 000 000)
Total des transferts		(10 844 743)
Total des dépenses budgétaires		276 580 431
Dépenses non budgétaires		
Total des crédits législatifs		210 483 729
Total des dépenses non budgétaires		210 483 729

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Soutien de l'éducation postsecondaire et de la formation axée sur les compétences dans la province de Québec	25 000 000	25 000 000

Ministère de l'Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	817 743 949	(1 360 000)	19 632 704	836 016 653
5b Dépenses en capital	84 574 595	.....	.....	84 574 595
10c Subventions et contributions	131 708 248	68 640	177 500 000	309 276 888
Total des crédits	1 034 026 792	(1 291 360)	197 132 704	1 229 868 136
Total des postes législatifs	88 018 013	.....	.....	88 018 013
Total des dépenses budgétaires	1 122 044 805	(1 291 360)	197 132 704	1 317 886 149

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone	Crédit 10c	115 000 000
Financement à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert (budget fédéral de 2016) (poste horizontal)	Crédit 10c	62 500 000
Fonds pour la décision arbitrale et le coût du loyer pour le site du Centre environnemental du Pacifique	Crédit 1c	19 632 704
Total des crédits à adopter		197 132 704

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère de l'Environnement pour appuyer la participation des Autochtones à des activités visant à protéger les espèces terrestres dans le cadre de la Loi sur les espèces en péril	Crédit 10c	68 640
---	------------	---------------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir le Partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1c	(160 000)
Transfert du ministère de l'Environnement à Service correctionnel du Canada pour l'évaluation des sites contaminés fédéraux afin de soutenir le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	(200 000)
Transfert du ministère de l'Environnement à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale pour réduire les pressions opérationnelles	Crédit 1c	(1 000 000)

Total des transferts

(1 291 360)

Total des dépenses budgétaires

195 841 344

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions au Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	.....	115 000 000	115 000 000
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert	.....	62 500 000	62 500 000
Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	30 468 713	68 640	30 537 353

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	415 491 757	(671 600)	820 146	415 640 303
5c	Dépenses en capital	16 945 661	630 000	.....	17 575 661
10c	Subventions et contributions	2 220 800 842	.....	4 520 900	2 225 321 742
Total des crédits		2 653 238 260	(41 600)	5 341 046	2 658 537 706
Total des postes législatifs		186 360 723	.....	48 153	186 408 876
Total des dépenses budgétaires		2 839 598 983	(41 600)	5 389 199	2 844 946 582
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	.....	800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	119 782
	Crédit 10c	2 625 000
Total		2 744 782
Fonds pour le programme des compétences numériques pour les jeunes	Crédit 1c	123 753
	Crédit 10c	1 895 900
Total		2 019 653
Fonds pour l'avenir numérique du Canada	Crédit 1c	300 000
Fonds pour le Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	276 611
Total des crédits à adopter		5 341 046
Total des crédits législatifs		48 153

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer l'investissement à l'égard de divers projets d'immobilisations	Crédit 1c	(630 000)
	Crédit 5c	630 000

Total

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme et du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la tenue de la conférence sur le leadership et l'autonomisation économique des femmes autochtones organisée par l'Association des femmes autochtones du Canada	Crédit 1c	(20 000)
---	-----------	-----------------

Transfert de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, du ministère de l'Industrie, de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour participer au projet portant sur le développement économique régional des communautés autochtones devant être réalisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 1c	(21 600)
--	-----------	-----------------

Total des transferts **(41 600)**

Total des dépenses budgétaires **5 347 599**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programmes des Ordinateurs pour les écoles	3 200 242	2 625 000	5 825 242
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	. . . . .	1 895 900	1 895 900

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	762 291 466	(709 687)	13 643 958	775 225 737
5b	Dépenses en capital	37 526 991	.....	.....	37 526 991
7c	Radiation de dettes – prêts aux immigrants	.....	.....	397 019	397 019
10c	Subventions et contributions	1 231 050 934	(4 000 000)	123 120 000	1 350 170 934
Total des crédits		2 030 869 391	(4 709 687)	137 160 977	2 163 320 681
Total des postes législatifs		(82 522 908)	.....	606 946	(81 915 962)
Total des dépenses budgétaires		1 948 346 483	(4 709 687)	137 767 923	2 081 404 719

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration	Crédit 10c	112 040 000
Fonds pour la réinstallation des survivants de Daech, notamment des femmes et des filles yézidiées	Crédit 1c	3 246 080
	Crédit 10c	10 780 000
Total		14 026 080
Fonds pour lutter contre la migration irrégulière à la frontière canado-américaine et faire face aux pressions qui en découlent pour le programme fédéral de santé intérimaire	Crédit 1c	10 397 878
Fonds pour la radiation des dettes de prêts liés à l'immigration	Crédit 7c	397 019
Fonds pour la mise en œuvre d'une stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 10c	300 000
Total des crédits à adopter		137 160 977
Total des crédits législatifs		606 946

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de contributions à subventions (1 020 000 \$) pour soutenir le Programme d'élaboration de politiques en matière de migration afin de répondre à la demande croissante pour l'expertise canadienne en matière de développement et de mise en œuvre des politiques internationales sur la migration et les réfugiés	Crédit 10c
--	------------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	(192 311)
---	-----------	------------------

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de l'Emploi et du Développement social, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(517 376)
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au ministère de la Justice afin de fournir du financement aux provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Manitoba pour couvrir les coûts de l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	Crédit 10c	(4 000 000)
Total des transferts		(4 709 687)
Total des dépenses budgétaires		133 058 236

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	378 213 000	112 040 000	490 253 000
Subvention pour l'élaboration des politiques sur les migrations	350 000	1 020 000	1 370 000
Contributions			
Aide à la réinstallation	106 844 704	10 780 000	117 624 704

Ministère de la Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	14 918 019 609	(6 428 848)	731 269 192	15 642 859 953
5c Dépenses en capital	3 848 953 968	1 827 254	31 500 825	3 882 282 047
10c Subventions et contributions	164 695 408	.....	12 308 014	177 003 422
Total des crédits	18 931 668 985	(4 601 594)	775 078 031	19 702 145 422
Total des postes législatifs	1 262 519 782	.....	9 476 332	1 271 996 114
Total des dépenses budgétaires	20 194 188 767	(4 601 594)	784 554 363	20 974 141 536

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer la politique de défense du Canada : Protection, Sécurité, Engagement	Crédit 1c	435 306 513
	Crédit 10c	100 000
Total		435 406 513
Fonds pour appuyer la contribution militaire du Canada à la Coalition mondiale de lutte contre Daech (l'opération IMPACT), les mesures d'apaisement et de dissuasion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Europe centrale et orientale (l'opération REASSURANCE), les opérations de sécurité maritime et de lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient (l'opération ARTEMIS), et la mission militaire du Canada en Ukraine (l'opération UNIFIER)	Crédit 1c	271 236 389
	Crédit 5c	6 404 085
Total		277 640 474
Fonds pour les contributions de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	Crédit 10c	12 208 014
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	9 655 944
Fonds pour le projet de transformation de la capacité de gestion du personnel militaire	Crédit 5c	8 996 450
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	6 245 573
Fonds pour le programme d'Innovation pour la défense et la sécurité	Crédit 1c	6 231 600
Fonds pour des projets aux bases des Forces armées canadiennes et à d'autres installations de la Défense nationale	Crédit 1c	1 793 173
	Crédit 5c	4 377 060
Total		6 170 233
Fonds pour le projet de capacité d'avion de chasse provisoire et le projet de capacités futures en matière d'avions de chasse	Crédit 5c	5 922 000
Fonds pour l'amélioration de la sécurité des opérations et du personnel des Forces armées canadiennes	Crédit 5c	5 801 230

Fonds pour la mise en œuvre d'une stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	800 000
Total des crédits à adopter		775 078 031
Total des crédits législatifs		9 476 332
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert de Services partagés Canada au ministère de la Défense nationale pour le rajustement du financement versé antérieurement pour la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	31 749
	Crédit 5c	3 862 294
Total		3 894 043
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines au ministère de la Défense nationale pour le soutien des dépenses engagées dans la gestion de leurs travaux de recherche au Collège militaire royal du Canada	Crédit 1c	6 486
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne du programme de la contribution intitulée Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité de l'OTAN (Programmes de l'OTAN) à celle qui s'intitule Contribution au fonds de commémoration de la marine canadienne à l'appui de la préservation du NCSM Sackville (1 400 000\$)	Crédit 10c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Défense nationale à la Gendarmerie royale du Canada pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologie, afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté	Crédit 5c	(35 040)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour payer les coûts relatifs aux services du programme des munitions explosives non explosées destinés à la bande indienne Okanagan	Crédit 1c	(87 352)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada, du ministère de la Défense nationale et du Secrétariat du Conseil du Trésor au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme à l'appui de la campagne « Moose Hide » pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux enfants	Crédit 1c	(100 000)
Transfert du ministère de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de recherche conjoints	Crédit 1c	(150 000)
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de l'Emploi et du Développement social, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(225 160)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	(104 571)
	Crédit 5c	(2 000 000)
Total		(2 104 571)
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'appui de la stratégie au Moyen-Orient	Crédit 1c	(5 800 000)
Total des transferts		(4 601 594)
Total des dépenses budgétaires		779 952 769

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du Programme d'engagement de la Défense	500 000	100 000	600 000
Contributions			
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (programmes de l'OTAN)	77 992 408	12 208 014	90 200 422
Contribution au Fonds de commémoration de la marine canadienne à l'appui de la préservation du NCSM Sackville	.....	1 400 000	1 400 000

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	38 617 715	.....	.....	38 617 715
5c Subventions et contributions	184 690 082	.....	5 000 000	189 690 082
Total des crédits	223 307 797	.....	5 000 000	228 307 797
Total des postes législatifs	3 751 061	.....	.....	3 751 061
Total des dépenses budgétaires	227 058 858	.....	5 000 000	232 058 858

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Amélioration du programme de Diversification de l'ouest (budget fédéral de 2017) Crédit 5c **5 000 000**

Total des crédits à adopter **5 000 000**

Total des dépenses budgétaires **5 000 000**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	79 024 373	5 000 000	84 024 373

Ministère de la Justice

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	272 214 039	50 000	1	272 264 040
5c Subventions et contributions	390 315 319	4 000 000	.....	394 315 319
Total des crédits	662 529 358	4 050 000	1	666 579 359
Total des postes législatifs	72 261 384	.....	.....	72 261 384
Total des dépenses budgétaires	734 790 742	4 050 000	1	738 840 743

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits

Crédit 1c **1**

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au ministère de la Justice afin de fournir du financement aux provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Manitoba pour couvrir les coûts de l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés

Crédit 5c **4 000 000**

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice pour faciliter la préparation de la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des droits de la personne

Crédit 1c **50 000**

Total des transferts

4 050 000

Total des dépenses budgétaires

4 050 001

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	14 200 000	4 000 000	18 200 000

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 181 155 787	(342 227)	34 377 223	2 215 190 783
5c Dépenses en capital	45 577 581	.....	540 000	46 117 581
10b Subventions et contributions	2 304 604 943	.....	.....	2 304 604 943
Total des crédits	4 531 338 311	(342 227)	34 917 223	4 565 913 307
Total des postes législatifs	177 609 470	.....	2 790 166	180 399 636
Total des dépenses budgétaires	4 708 947 781	(342 227)	37 707 389	4 746 312 943

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le maintien des principales activités de réglementation visant les produits thérapeutiques	Crédit 1c	31 622 303
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	2 392 675
	Crédit 5c	540 000
Total		2 932 675
Fonds pour de nouveaux services de renseignements et de traitement des demandes de paiement pour les services de santé du Programme des services de santé non assurés (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	362 245
Total des crédits à adopter		34 917 223
Total des crédits législatifs		2 790 166
Transferts		
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Santé à la Gendarmerie royale du Canada afin de permettre l'exécution de vérifications de références et d'assurer la conformité aux exigences du Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales	Crédit 1c	(342 227)
Total des transferts		(342 227)
Total des dépenses budgétaires		37 365 162

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	142 764 393	.....	2 649 033	145 413 426
5c Subventions et contributions	929 749 169	(1 763 701)	18 859 241	946 844 709
Total des crédits	1 072 513 562	(1 763 701)	21 508 274	1 092 258 135
Total des postes législatifs	15 248 376	.....	252 078	15 500 454
Total des dépenses budgétaires	1 087 761 938	(1 763 701)	21 760 352	1 107 758 589

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	1 879 742
	Crédit 5c	17 064 241

Total		18 943 983
--------------	--	-------------------

Fonds pour la mise en œuvre d'une stratégie pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	238 384
	Crédit 5c	795 000

Total		1 033 384
--------------	--	------------------

Fonds pour le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité (budget fédéral de 2017)	Crédit 5c	1 000 000
--	-----------	------------------

Fonds pour le projet de locaux pour le Centre des opérations du gouvernement (budget fédéral de 2016)	Crédit 1c	530 907
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		21 508 274
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		252 078
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire à l'intention des Premières Nations	Crédit 5c	(1 763 701)
---	-----------	--------------------

Total des transferts		(1 763 701)
-----------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		19 996 651
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Cadre sur les coûts de sécurité des événements internationaux d'envergure	.....	17 064 241	17 064 241
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	41 167 892	1 000 000	42 167 892
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	17 515 800	795 000	18 310 800

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements (dollars)		
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	1 777 844 795	(12 418 689)	33 176 752	1 798 602 858
5b	Dépenses en capital	197 249 445	(2 100 000)	.....	195 149 445
10c	Subventions et contributions	4 200 655 963	5 800 000	389 570 000	4 596 025 963
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	66 273 000	.....	.....	66 273 000
20c	Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	.....	1	2
Total des crédits		6 242 023 204	(8 718 689)	422 746 753	6 656 051 268
Total des postes législatifs		371 777 011	.....	9 311 279	381 088 290
Total des dépenses budgétaires		6 613 800 215	(8 718 689)	432 058 032	7 037 139 558
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L25c	Conformément au paragraphe 12(2) de la Loi d'aide au développement international (institutions financières), paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	.....	1	2
Total des crédits		1	.....	1	2
Total des postes législatifs		39 860 000	.....	600 000	40 460 000
Total des dépenses non budgétaires		39 860 001	.....	600 001	40 460 002

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer les priorités en matière d'aide internationale	Crédit 10c	202 500 000
Fonds pour aider les pays en développement à faire face aux répercussions des changements climatiques	Crédit 10c	169 670 000
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	31 007 085

Fonds pour les quotes-parts du Canada à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	Crédit 1c	1 145 000
	Crédit 10c	11 400 000
Total		12 545 000
Fonds pour la contribution du Canada aux opérations de paix des Nations Unies	Crédit 1c	1 024 667
	Crédit 10c	6 000 000
Total		7 024 667
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 20c	1
Total des crédits à adopter		422 746 753
Total des crédits législatifs		9 311 279
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'appui de la stratégie au Moyen-Orient	Crédit 10c	5 800 000
Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de l'Emploi et du Développement social, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	964 246
Transfert du ministère de l'Environnement au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour soutenir le Partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine	Crédit 1c	160 000
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement à l'Agence des services frontaliers du Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(124 587)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au Musée canadien de l'histoire pour appuyer la tournée de l'exposition itinérante Snow/Neige au Mexique	Crédit 1c	(138 043)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au Conseil des Arts du Canada pour l'exposition d'architecture de Douglas Cardinal qui représentera le Canada à l'Exposition internationale en architecture de 2018 à Venise	Crédit 1c	(200 000)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Conseil de la nation Ktunaxa, l'Alliance de la nation Okanagan et le Conseil tribal Shuswap afin de soutenir les activités de consultation et de mobilisation liées au Traité du fleuve Columbia	Crédit 1c	(351 000)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	(665 305)
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les coûts d'exploitation et d'entretien liés au bâtiment du siège social de l'Organisation de l'aviation internationale à Montréal	Crédit 1c	(12 064 000)
	Crédit 5b	(2 100 000)
Total		(14 164 000)

Total des transferts		(8 718 689)
Total des dépenses budgétaires		423 339 343
Dépenses non budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit L25c	1
Total des crédits à adopter		1
Total des crédits législatifs		600 000
Total des dépenses non budgétaires		600 001

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	2 409 567 461	202 500 000	2 612 067 461
Subventions à l'appui du Programme de paix et de stabilisation des opérations	140 000 000	6 000 000	146 000 000
Contributions			
Contributions pour la programmation multilatérale : Contributions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	53 480 000	169 670 000	223 150 000
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (12 070 516 euros)	17 691 755	11 400 000	29 091 755
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	8 222 565	5 800 000	14 022 565

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	1 057 914 763	(45 186 881)	2 148 455	1 014 876 337
5	Dépenses en capital	52 289 750	.....	.....	52 289 750
7b	Remise de dette	526 408	.....	.....	526 408
9b	Radiation de dette	100 115	.....	.....	100 115
10c	Subventions et contributions	10 015 871 180	(17 796 225)	14 947 014	10 013 021 969
Total des crédits		11 126 702 216	(62 983 106)	17 095 469	11 080 814 579
Total des postes législatifs		156 515 875	.....	.....	156 515 875
Total des dépenses budgétaires		11 283 218 091	(62 983 106)	17 095 469	11 237 330 454
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15c	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	3 000 000	.....	28 903 000
L20a	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique	30 400 001	(3 000 000)	.....	27 400 001
Total des dépenses non budgétaires		56 303 001	.....	.....	56 303 001

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits relativement aux rivières du patrimoine canadien	Crédit 10c	9 000 000
Fonds pour la négociation d'une entente de principe sur le transfert des responsabilités au Nunavut	Crédit 1c	2 148 455
	Crédit 10c	600 000
Total		2 748 455
Fonds pour mettre en œuvre l'Entente sur l'éducation de la Nation Anishinabek en Ontario	Crédit 10c	2 003 751
Fonds pour appuyer et renforcer le tourisme autochtone (budget fédéral de 2017)	Crédit 10c	1 970 000
Fonds pour d'autres activités liées à la mise en œuvre du Traité sur les revendications territoriales du Nord	Crédit 10c	818 225
Fonds pour élargir le programme Nutrition Nord Canada afin d'appuyer toutes les collectivités isolées du Nord	Crédit 10c	555 038
Total des crédits à adopter		17 095 469

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour aider les organismes nationaux autochtones à entreprendre un processus de mobilisation significatif avec leurs groupes respectifs afin de faciliter l'élaboration concertée d'une mesure législative sur les langues autochtones	Crédit 10c	3 500 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien afin d'appuyer le Ralliement national des Métis et ses organisations membres en vue d'améliorer la collecte et l'analyse de données sur la santé	Crédit 10c	800 000
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les ententes sur le transfert des programmes et des services relatifs aux langues autochtones aux Premières Nations autonomes du Yukon	Crédit 10c	578 679
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour diriger les efforts de consultation du gouvernement en vue d'élaborer la vision pour la création d'un lieu national consacré aux peuples autochtones au 100, rue Wellington, Ottawa	Crédit 1c	500 000
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Conseil de la nation Ktunaxa, l'Alliance de la nation Okanagan et le Conseil tribal Shuswap afin de soutenir les activités de consultation et de mobilisation liées au Traité du fleuve Columbia	Crédit 10c	351 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour rajuster les montants au décret C.P. 2017-1465	Crédit 10c	338 903
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Programme des gardes-pêche à l'appui de la gestion des pêches dans la région visée par le règlement avec les Inuits du Labrador	Crédit 10c	150 000
Transfert du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme et du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la tenue de la conférence sur le leadership et l'autonomisation économique des femmes autochtones organisée par l'Association des femmes autochtones du Canada	Crédit 1c	20 000
	Crédit 10c	100 000
Total		120 000
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les études postsecondaires en vertu de l'Entente sur l'autonomie gouvernementale du Conseil des Ta'an Kwäch'än	Crédit 10c	97 841
Transfert du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour payer les coûts relatifs aux services du programme des munitions explosives non explosées destinés à la bande indienne Okanagan	Crédit 10c	87 352
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de contributions à subventions (330 000 \$) pour la mise en œuvre de l'accord sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple Tlicho	Crédit 10c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, du ministère de l'Industrie, de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique pour participer au projet portant sur le développement économique régional des communautés autochtones devant être réalisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques	Crédit 1c	(80 000)
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour appuyer Les Femmes Michif Otipemisiwak dans le renforcement de leur capacité de gouvernance interne	Crédit 10c	(100 000)

Transfert du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère de l'Emploi et du Développement social, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(110 855)
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère des Services aux Autochtones Canada pour les Programmes urbains pour les peuples autochtones	Crédit 10c	(23 700 000)
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour rajuster les montants à la suite de la création du ministère des Services aux Autochtones Canada conformément au décret C.P. 2017-1465	Crédit 1c	(45 516 026)
Total des transferts		(62 983 106)
Total des dépenses budgétaires		(45 887 637)

Dépenses non budgétaires**Transferts**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de prêts à des Premières Nations de la Colombie-Britannique aux prêts à des revendicateurs autochtones pour la négociation des revendications	Crédit L15c	3 000 000
	Crédit L20a	(3 000 000)

Total

.....

Total des transferts

.....

Total des dépenses non budgétaires

.....

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale	708 089 354	12 160 271	720 249 625
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	8 250 036	600 000	8 850 036
Contributions			
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	35 281 532	3 151 000	38 432 532
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	202 450 212	2 057 352	204 507 564
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	22 611 830	1 525 000	24 136 830
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	372 790 098	818 225	373 608 323
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	84 641 748	555 038	85 196 786
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation postsecondaire des Premières Nations et des Inuits	358 592 163	326 043	358 918 206
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	77 803 537	257 860	78 061 397
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	1 769 272 759	50 000	1 769 322 759

Ministère des Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	975 137 334	.....	45 015 873	1 020 153 207
5c Subventions et contributions	3 735 639 000	.....	132 157 000	3 867 796 000
Total des crédits	4 710 776 334	.....	177 172 873	4 887 949 207
Total des postes législatifs	31 455 586	.....	.....	31 455 586
Total des dépenses budgétaires	4 742 231 920	.....	177 172 873	4 919 404 793

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les programmes et services axés sur la demande qui fournissent du soutien aux vétérans admissibles et à leurs familles	Crédit 1c	45 015 873
	Crédit 5c	132 157 000
Total		177 172 873

Total des crédits à adopter

177 172 873

Total des dépenses budgétaires

177 172 873

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnités et allocations d'invalidité	1 491 817 000	185 197 000	1 677 014 000
Indemnité pour blessure grave	1 100 000	1 100 000	2 200 000
Entretien ménager et entretien du terrain	275 733 000	180 000	275 913 000
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	917 000	34 000	951 000
Paiements de prestations pour bravoure	7 000	1 000	8 000
Contributions			
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	75 731 000	3 546 000	79 277 000

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses du programme	131 063 932	3 892 641	134 956 573
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	1		1
Total des crédits		131 063 933	3 892 641	134 956 574
Total des postes législatifs		90 310 004 523	(466 908 227)	89 843 096 296
Total des dépenses budgétaires		90 441 068 456	(463 015 586)	89 978 052 870
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		.....	53 400 000	53 400 000
Total des dépenses non budgétaires		.....	53 400 000	53 400 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'examen des actifs du gouvernement (budget fédéral de 2016), le renouvellement du financement de la politique du secteur financier et la Banque de l'infrastructure du Canada (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	2 080 895
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	1 811 746
Total des crédits à adopter		3 892 641
Total des crédits législatifs		(466 908 227)
Total des dépenses budgétaires		(463 015 586)
Dépenses non budgétaires		
Total des crédits législatifs		53 400 000
Total des dépenses non budgétaires		53 400 000

Ministère des Pêches et des Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 596 203 167	(2 528 500)	1 528 644	1 595 203 311
5c Dépenses en capital	972 765 552	(349 119)	350 000	972 766 433
10c Subventions et contributions	156 579 448	2 309 860	850 000	159 739 308
Total des crédits	2 725 548 167	(567 759)	2 728 644	2 727 709 052
Total des postes législatifs	136 896 623	.....	128 703	137 025 326
Total des dépenses budgétaires	2 862 444 790	(567 759)	2 857 347	2 864 734 378

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	488 563
	Crédit 10c	750 000
Total		1 238 563

Fonds pour la mise en œuvre des activités visant à protéger la « dernière zone de glace » dans les eaux arctiques canadiennes (poste horizontal)	Crédit 1c	763 027
	Crédit 5c	350 000
	Crédit 10c	100 000
Total		1 213 027

Réinvestissement des recettes provenant de pollueurs et de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires, pour financer les coûts de dépollution à la suite de déversements de pétrole	Crédit 1c	277 054
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter

2 728 644

Total des crédits législatifs

128 703

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour trouver des solutions innovantes visant à protéger les baleines noires de l'Atlantique Nord	Crédit 1c	(1 500 000)
	Crédit 10c	1 500 000

Total

Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer le dessaisissement des ports pour petits bateaux	Crédit 1c	(1 028 500)
	Crédit 10c	1 028 500

Total

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (26 500 \$) au programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	Crédit 10c	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère de l'Environnement pour appuyer la participation des Autochtones à des activités visant à protéger les espèces terrestres dans le cadre de la Loi sur les espèces en péril	Crédit 10c	(68 640)
Transfert du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour le Programme des gardes-pêche à l'appui de la gestion des pêches dans la région visée par le règlement avec les Inuits du Labrador	Crédit 10c	(150 000)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 5c	(349 119)
Total des transferts		(567 759)
Total des dépenses budgétaires		2 289 588

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	245 500	1 500 000	1 745 500
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	500 000	1 055 000	1 555 000
Contributions			
Contributions pour soutenir l'adoption de technologies propres au sein de l'industrie de l'aquaculture et des pêches par l'entremise du Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture	.....	750 000	750 000
Contribution visant à appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de conservation	2 930 586	100 000	3 030 586

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	567 591 663	.....	1 096 567	568 688 230
5b Dépenses en capital	69 182 483	.....	.....	69 182 483
10c Subventions et contributions	351 135 046	36 500	62 739 075	413 910 621
Total des crédits	987 909 192	36 500	63 835 642	1 051 781 334
Total des postes législatifs	463 597 094	.....	78 126	463 675 220
Total des dépenses budgétaires	1 451 506 286	36 500	63 913 768	1 515 456 554

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert (budget fédéral de 2016) (poste horizontal)	Crédit 10c	62 500 000
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative Impact Canada afin d'accélérer les efforts visant à résoudre les grands défis auxquels le Canada fait face (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	1 096 567
	Crédit 10c	239 075
Total		1 335 642

Total des crédits à adopter

63 835 642

Total des crédits législatifs

78 126

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Ressources naturelles pour la réaffectation des ressources en cours d'exercice de la Stratégie emploi jeunesse liée au programme Objectif carrière	Crédit 10c	36 500
---	------------	---------------

Total des transferts

36 500

Total des dépenses budgétaires

63 950 268

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Défis des technologies propres	.....	179 306	179 306
Contributions			
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert	.....	62 500 000	62 500 000
Contributions pour les défis des technologies propres	.....	59 769	59 769
Stratégie emploi jeunesse	7 558 000	36 500	7 594 500

Ministère des Services aux Autochtones Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
3c Dépenses de fonctionnement	26 462 883	79 457 992	105 920 875
7c Dépenses en capital	1	1
13c Subventions et contributions	41 948 649	211 736 742	253 685 391
Total des dépenses budgétaires	68 411 532	291 194 735	359 606 267

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour rembourser aux Premières Nations et aux fournisseurs de services d'urgence les frais d'intervention et de rétablissement en cas d'urgence dans les réserves	Crédit 13c	73 853 731
Fonds pour les services de santé non assurés destinés aux Premières Nations et aux Inuits	Crédit 3c	67 343 557
Fonds pour Inspire et l'expansion du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire et du Programme préparatoire à l'entrée au collège et à l'université (budget fédéral de 2017)	Crédit 13c	50 000 000
Fonds pour les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations	Crédit 13c	33 000 000
Fonds pour le projet de raccordement au réseau de la Première Nation de Pikangikum	Crédit 13c	30 097 446
Fonds pour le programme de soutien des bandes	Crédit 13c	24 000 000
Fonds pour le Programme de soutien en santé - résolution des questions des pensionnats indiens	Crédit 3c	12 114 435
	Crédit 13c	785 565
Total		12 900 000
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 7c	1
Total des crédits à adopter		291 194 735

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour rajuster les montants à la suite de la création du ministère des Services aux Autochtones Canada conformément au décret C.P. 2017-1465	Crédit 3c	45 516 026
Transfert du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère des Services aux Autochtones Canada pour les Programmes urbains pour les peuples autochtones	Crédit 13c	23 700 000
Transfert du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au ministère des Services aux Autochtones Canada pour la tenue d'une séance de mobilisation nationale sur « Une politique alimentaire pour le Canada » avec les Inuits	Crédit 3c	199 000

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement aux contributions pour soutenir le Programme des services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuits	Crédit 3c	(17 000 000)
	Crédit 13c	17 000 000
Total		.....
Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement aux contributions pour le Programme de soutien en santé - résolution des questions des pensionnats indiens	Crédit 3c	(2 252 143)
	Crédit 13c	2 252 143
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de la santé publique du Canada pour la sensibilisation du public dans le cadre du programme Nutrition Nord Canada	Crédit 13c	(16 750)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada à l'Agence de la santé publique du Canada pour soutenir le Centre de collaboration nationale de la santé autochtone	Crédit 13c	(50 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les études postsecondaires en vertu de l'Entente sur l'autonomie gouvernementale du Conseil des Ta'an Kwäch'än	Crédit 13c	(97 841)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada, du ministère de la Défense nationale et du Secrétariat du Conseil du Trésor au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme à l'appui de la campagne « Moose Hide » pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux enfants	Crédit 13c	(100 000)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour rajuster les montants au décret C.P. 2017-1465	Crédit 13c	(338 903)
Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien afin d'appuyer le Ralliement national des Métis et ses organisations membres en vue d'améliorer la collecte et l'analyse de données sur la santé	Crédit 13c	(400 000)
Total des transferts		68 411 532
Total des dépenses budgétaires		359 606 267

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le financement du soutien des bandes	24 000 000	24 000 000
Subventions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	500 000	500 000
Contributions			
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	73 853 731	73 853 731
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation postsecondaire des Premières Nations et des Inuits	44 576 116	44 576 116
Contributions pour fournir des services de protection et de prévention aux femmes, aux enfants et aux familles	33 195 000	33 195 000
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	30 097 446	30 097 446
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	23 200 000	23 200 000
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	17 000 000	17 000 000
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	4 742 140	4 742 140
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	3 020 958	3 020 958

Ministère des Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	717 440 563	(4 067)	755 921	718 192 417
5b Dépenses en capital	163 552 904	.....	.....	163 552 904
10 Subventions et contributions – Portes d'entrée et corridors	113 975 543	(698 500)	.....	113 277 043
15b Subventions et contributions – Infrastructures de transport	210 178 442	.....	.....	210 178 442
20b Subventions et contributions – Autre	55 323 442	.....	.....	55 323 442
Total des crédits	1 260 470 894	(702 567)	755 921	1 260 524 248
Total des postes législatifs	236 750 032	.....	122 361	236 872 393
Total des dépenses budgétaires	1 497 220 926	(702 567)	878 282	1 497 396 641

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le contrôle de sécurité des travailleurs aux aéroports (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	447 354
---	-----------	----------------

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	308 567
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		755 921
------------------------------------	--	----------------

Total des crédits législatifs		122 361
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	(4 067)
---	-----------	----------------

Transfert du ministère des Transports à La Société des ponts fédéraux Limitée pour l'étude de faisabilité et de conception associée au projet de remise en état du point d'entrée de Cornwall, en Ontario	Crédit 10	(698 500)
---	-----------	------------------

Total des transferts		(702 567)
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		175 715
---------------------------------------	--	----------------

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	2 240 620 596	(19 386 676)	159 985 195	2 381 219 115
5c Dépenses en capital	1 478 972 912	44 883 000	28 756 764	1 552 612 676
Total des crédits	3 719 593 508	25 496 324	188 741 959	3 933 831 791
Total des postes législatifs	117 992 806	.....	13 828 072	131 820 878
Total des dépenses budgétaires	3 837 586 314	25 496 324	202 570 031	4 065 652 669
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L7c Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 36 000 000 \$ (Net)	.....	.....	14 000 000	14 000 000
Total des dépenses non budgétaires	.....	.....	14 000 000	14 000 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds afin de poursuivre la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	128 013 808
	Crédit 5c	24 129 054
Total		152 142 862
Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	11 813 717
Fonds pour les coûts de locaux liés à l'administration des pensions de retraite	Crédit 1c	7 895 606
Fonds pour répondre aux exigences opérationnelles supplémentaires liées aux services d'interprétation et de traduction parlementaires (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	6 948 553
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 5c	3 577 501
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal)	Crédit 1c	2 500 000
Fonds pour la vérification des coûts liés aux contrats de défense (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	2 295 835
Fonds pour le projet de réhabilitation de l'édifice commémoratif de l'Ouest	Crédit 5c	1 050 209
Fonds pour l'augmentation de dépenses obligatoires relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués	Crédit 1c	517 676
Total des crédits à adopter		188 741 959
Total des crédits législatifs		13 828 072

Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les coûts d'exploitation et d'entretien liés au bâtiment du siège social de l'Organisation de l'aviation internationale à Montréal	Crédit 1c	12 064 000
	Crédit 5c	2 100 000
Total		14 164 000
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour un transfert de propriété à Surrey en Colombie-Britannique	Crédit 5c	12 350 000
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne afin d'appuyer l'application d'une définition commune du crédit pour dépenses en capital	Crédit 1c	(30 433 000)
	Crédit 5c	30 433 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour diriger les efforts de consultation du gouvernement en vue d'élaborer la vision pour la création d'un lieu national consacré aux peuples autochtones au 100, rue Wellington, Ottawa	Crédit 1c	(500 000)
Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant de la fusion de centres de données	Crédit 1c	(517 676)
Total des transferts		25 496 324
Total des dépenses budgétaires		228 066 355
Dépenses non budgétaires		
Crédits à adopter		
Fonds afin de poursuivre la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada (poste horizontal)	Crédit L7c	14 000 000
Total des crédits à adopter		14 000 000
Total des dépenses non budgétaires		14 000 000

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	230 818 353	(3 100 000)	3 819 942	231 538 295
5c Subventions et contributions	1 241 711 682	(878 679)	23 910 208	1 264 743 211
Total des crédits	1 472 530 035	(3 978 679)	27 730 150	1 496 281 506
Total des postes législatifs	26 002 143	.....	369 235	26 371 378
Total des dépenses budgétaires	1 498 532 178	(3 978 679)	28 099 385	1 522 652 884

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir la préservation et la revitalisation des langues et des cultures autochtones (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	Crédit 1c	3 344 620
	Crédit 5c	19 055 000

Total		22 399 620
-------	--	-------------------

Fonds pour le versement d'une subvention à la Fondation Rideau Hall afin d'appuyer des initiatives qui affirmeront l'identité canadienne, qui amplifieront la portée du Bureau du gouverneur général, et qui aideront à bâtir un Canada plus fort	Crédit 5c	3 000 000
---	-----------	------------------

Fonds pour investir dans le sport pour les jeunes autochtones (budget fédéral de 2017)	Crédit 1c	475 322
	Crédit 5c	1 590 000

Total		2 065 322
-------	--	------------------

Fonds pour le versement d'une subvention à la Fondation Michaëlle Jean visant la promotion des arts, de la créativité et de la participation civique dans le cadre du legs de la gouverneure générale	Crédit 5c	265 208
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		27 730 150
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		369 235
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada au ministère du Patrimoine canadien pour le soutien aux organismes nationaux de sport afin qu'ils adoptent et mettent en place des protocoles de commotions cérébrales spécifiques à chaque sport	Crédit 5c	200 000
--	-----------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne de dépenses de fonctionnement à contributions pour appuyer les activités de Canada 150	Crédit 1c	(3 000 000)
	Crédit 5c	3 000 000

Total	
-------	--	-------

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Musée canadien de l'histoire pour la tenue d'une présentation des cultures autochtones canadiennes dans le cadre des cérémonies de clôture de Canada 150	Crédit 1c	(50 000)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère de la Justice pour faciliter la préparation de la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des droits de la personne	Crédit 1c	(50 000)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour les ententes sur le transfert des programmes et des services relatifs aux langues autochtones aux Premières Nations autonomes du Yukon	Crédit 5c	(578 679)
Transfert du ministère du Patrimoine canadien au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour aider les organismes nationaux autochtones à entreprendre un processus de mobilisation significatif avec leurs groupes respectifs afin de faciliter l'élaboration concertée d'une mesure législative sur les langues autochtones	Crédit 5c	(3 500 000)
Total des transferts		(3 978 679)
Total des dépenses budgétaires		24 120 706

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à la Fondation Rideau Hall	.....	3 000 000	3 000 000
Subvention à la Fondation Michaëlle Jean	.....	265 208	265 208
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme des Autochtones	19 156 935	14 976 321	34 133 256
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	75 128 156	3 000 000	78 128 156
Contributions au Programme de soutien au sport	146 615 064	1 790 000	148 405 064

Musée canadien de l'histoire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	73 770 143	188 043	1	73 958 187
Total des dépenses budgétaires	73 770 143	188 043	1	73 958 187

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	1
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement au Musée canadien de l'histoire pour appuyer la tournée de l'exposition itinérante Snow/Neige au Mexique	Crédit 1c	138 043
--	-----------	----------------

Transfert du ministère du Patrimoine canadien au Musée canadien de l'histoire pour la tenue d'une présentation des cultures autochtones canadiennes dans le cadre des cérémonies de clôture de Canada 150	Crédit 1c	50 000
---	-----------	---------------

Total des transferts

188 043

Total des dépenses budgétaires

188 044

Registraire de la Cour suprême du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	28 020 067	.....	28 909	28 048 976
Total des crédits	28 020 067	.....	28 909	28 048 976
Total des postes législatifs	9 966 489	.....	.....	9 966 489
Total des dépenses budgétaires	37 986 556	.....	28 909	38 015 465

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Recouvrement des produits provenant des droits de stationnement perçus

Crédit 1c

28 909

Total des crédits à adopter

28 909

Total des dépenses budgétaires

28 909

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements (dollars)	
Dépenses budgétaires				
Crédits				
3c Dépenses du programme	2 187 779	2 073 827	1	4 261 607
Total des crédits	2 187 779	2 073 827	1	4 261 607
Total des postes législatifs	65 124	.....	.....	65 124
Total des dépenses budgétaires	2 252 903	2 073 827	1	4 326 731

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 3c	1
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Bureau du Conseil privé au Secrétariat du comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement afin de soutenir l'établissement du Secrétariat du comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	Crédit 3c	2 073 827
---	-----------	------------------

Total des transferts

2 073 827

Total des dépenses budgétaires

2 073 828

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	298 969 436	(100 000)	10 430 068	309 299 504
5 Dépenses éventuelles du gouvernement	725 000 000	.....	.....	725 000 000
10 Initiatives pangouvernementales	693 000	.....	.....	693 000
15c Rajustements à la rémunération	.....	.....	36 120 434	36 120 434
20c Assurances de la fonction publique	2 651 780 578	.....	622 900 000	3 274 680 578
25 Report du budget de fonctionnement	222 997 692	.....	.....	222 997 692
30c Besoins en matière de rémunération	640 167 423	.....	250 000 000	890 167 423
33 Report du budget des dépenses en capital	42 220 019	.....	.....	42 220 019
Total des crédits	4 581 828 148	(100 000)	919 450 502	5 501 178 650
Total des postes législatifs	368 594 792	.....	784 625	369 379 417
Total des dépenses budgétaires	4 950 422 940	(100 000)	920 235 127	5 870 558 067

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour combler le manque à gagner du titre du Régime d'assurance-revenu militaire	Crédit 20c	622 900 000
Besoins en matière de rémunération – Fonds pour des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale	Crédit 30c	250 000 000
Rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux négociés	Crédit 15c	36 120 434
Fonds afin de poursuivre la stabilisation du système de paye du gouvernement du Canada (poste horizontal)	Crédit 1c	6 310 739
Fonds des organisations participantes pour l'Initiative de transformation des services administratifs	Crédit 1c	3 230 000
Fonds pour appuyer les autres ministères et organismes du gouvernement en vue d'élargir l'accès à l'information	Crédit 1c	889 329
Total des crédits à adopter		919 450 502
Total des crédits législatifs		784 625

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du ministère des Services aux Autochtones Canada, du ministère de la Défense nationale et du Secrétariat du Conseil du Trésor au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme à l'appui de la campagne « Moose Hide » pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux enfants	Crédit 1c	(100 000)
--	-----------	-----------

Total des transferts

(100 000)**Total des dépenses budgétaires**

920 135 127

Service administratif des tribunaux judiciaires

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du programme	74 499 567	.....	3 475 320	77 974 887
Total des crédits	74 499 567	.....	3 475 320	77 974 887
Total des postes législatifs	6 657 003	.....	317 988	6 974 991
Total des dépenses budgétaires	81 156 570	.....	3 793 308	84 949 878

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour aider à assurer le bon fonctionnement des tribunaux et promouvoir un accès accru à la justice pour tous les Canadiens	Crédit 1c	3 475 320
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	3 475 320
------------------------------------	------------------

Total des crédits législatifs	317 988
--------------------------------------	----------------

Total des dépenses budgétaires	3 793 308
---------------------------------------	------------------

Service correctionnel du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 121 545 993	7 497 614	105 897 636	2 234 941 243
5 Dépenses en capital	255 154 532	(7 297 614)	.....	247 856 918
Total des crédits	2 376 700 525	200 000	105 897 636	2 482 798 161
Total des postes législatifs	230 290 741	.....	21 132 808	251 423 549
Total des dépenses budgétaires	2 606 991 266	200 000	127 030 444	2 734 221 710

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour maintenir les opérations	Crédit 1c	105 664 040
Fonds pour assumer les dépenses supplémentaires attribuables aux changements dans la population totale de délinquants et à la fluctuation des prix	Crédit 1c	233 596

Total des crédits à adopter **105 897 636**

Total des crédits législatifs **21 132 808**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Environnement à Service correctionnel du Canada pour l'évaluation des sites contaminés fédéraux afin de soutenir le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	200 000
--	-----------	----------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne pour l'application d'une définition commune du crédit pour dépenses en capital	Crédit 1c	2 597 614
---	-----------	-----------

	Crédit 5	(2 597 614)
--	----------	-------------

Total

Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir les besoins opérationnels	Crédit 1c	4 700 000
--	-----------	-----------

Crédit 5 (4 700 000)

Total

Total des transferts **200 000**

Total des dépenses budgétaires **127 230 444**

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 376 303 666	1 453 790	20 455 242	1 398 212 698
5c Dépenses en capital	448 645 680	2 515 190	150 000	451 310 870
Total des crédits	1 824 949 346	3 968 980	20 605 242	1 849 523 568
Total des postes législatifs	81 687 804	.....	199 606	81 887 410
Total des dépenses budgétaires	1 906 637 150	3 968 980	20 804 848	1 931 410 978

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la tenue du Sommet du G7 de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec (poste horizontal)	Crédit 1c	15 820 650
	Crédit 5c	150 000
Total		15 970 650

Fonds pour les coûts supplémentaires liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	4 634 592
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter **20 605 242**

Total des crédits législatifs **199 606**

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, du ministère des Pêches et des Océans, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour les coûts liés à la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c	967 863
	Crédit 5c	6 377 484

Total **7 345 347**

Transfert du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour le remboursement lié à une réduction des exigences en matière de locaux découlant de la fusion de centres de données	Crédit 1c	517 676
---	-----------	----------------

Transferts à d'autres organisations	
Transfert de Services partagés Canada au ministère de la Défense nationale pour le rajustement du financement versé antérieurement pour la prestation de services essentiels de technologie de l'information	Crédit 1c (31 749) Crédit 5c (3 862 294)
Total	(3 894 043)
Total des transferts	3 968 980
Total des dépenses budgétaires	24 773 828

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Remboursement en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 777 381 224	674 584	1	2 778 055 809
Total des dépenses budgétaires	2 777 381 224	674 584	1	2 778 055 809
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(19 790 000)	.....	.....	(19 790 000)
Total des dépenses non budgétaires	(19 790 000)	.....	.....	(19 790 000)

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	<u>1</u>
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la réaffectation annuelle des ressources liées à la Stratégie emploi jeunesse	Crédit 1c	<u>674 584</u>
---	-----------	----------------

Total des transferts

674 584

Total des dépenses budgétaires

674 585

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
1c	– Dépenses du programme – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la réalisation d'évaluations environnementales par une commission; b) la formation; c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.		1
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Contributions		17 244 054
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	1 217 908	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	350 000	
			1 567 908
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		1
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
1c	– Dépenses du programme – Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice et provenant de ses activités		2 380 000
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent des droits d'accès à la collection et des frais de reproduction d'éléments de celle-ci		2 333 908
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un		2 749 083

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME <i>(suite et fin)</i> traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
	BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci pour la prestation de services administratifs et de formation judiciaire – Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i>		265 150
	BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1c	– Dépenses du programme, y compris : a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparissant devant des commissions d'enquête; c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci pour la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		3 247 797
	BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET		
3c	– Dépenses du programme		690 652
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		885 326
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
1c	– Dépenses de fonctionnement	367 500	
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	7 883 518	
			8 251 018

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
1c	– Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement		1 895 661
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement	224 519 870	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
5c	– Dépenses en capital	22 715 260	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	4 500 000	
	– Contributions		
			251 735 130
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		3 467 219
	LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
1c	– Paiements à la Société		1
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
5c	– Dépenses en capital	1 507 122	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	1	
	– Contributions		
			1 507 123
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	25 000 000	
	– Contributions		
7c	– Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 34 240 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> , dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 203 470 823 \$	203 470 823	
			228 470 823
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
1c	– Dépenses de fonctionnement	19 632 704	
	– Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10c	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i></p> <p>en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ce qui suit :</p> <p>a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques;</p> <p>b) les relevés hydrologiques;</p> <p>c) les services de réglementation;</p> <p>d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux;</p> <p>e) les droits d'entrée;</p> <p>f) les permis;</p> <p>g) les services de biens immobiliers.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services</p>	177 500 000	197 132 704
1c	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE</p> <p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;</p> <p>b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications;</p> <p>c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites;</p> <p>d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i>, de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> et de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i>;</p> <p>e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la</p>	820 146	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (suite et fin)		
10c	centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	4 520 900	
			5 341 046
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	13 643 958	
7c	– Radiation, au titre du paragraphe 25 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de 1 660 dettes relatives à des prêts à des immigrants, dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 397 019 \$	397 019	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	123 120 000	
			137 160 977
	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 570 334 909 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 760 112 207 \$ deviendra payable dans les années à venir) – Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom – Autorisation d'effectuer des paiements dans le cadre : a) de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b) de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au	731 269 192	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE <i>(suite et fin)</i></p> <p>cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la Loi sur les traitements, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5c	– Dépenses en capital	31 500 825	
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : a) les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : (i) la fourniture de biens ou de services, (ii) l'utilisation d'installations, b) les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour : (i) l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, (ii) la fourniture de services aux fins de défense, (iii) l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense.	12 308 014	
			775 078 031
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</p>		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		5 000 000
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA JUSTICE</p>		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	34 377 223	
5c	– Dépenses en capital	540 000	34 917 223
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	2 649 033	
5c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	18 859 241	21 508 274
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux – Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes – Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale 	33 176 752	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT (<i>suite et fin</i>)</p> <p>– Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens domiciliés à l’extérieur du Canada qui se trouvent en difficulté à l’étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) les services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l’Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l’étranger à d’autres ministères, organismes, sociétés d’État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
10c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</p> <p>– Contributions, y compris les paiements à d’autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour :</p> <p>a) la promotion du commerce et de l’investissement;</p> <p>b) l’aide humanitaire internationale et l’aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.</p>	389 570 000	
20c	<p>– Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l’exercice 2017-2018, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d’aide au développement international (institutions financières)</i>, ne dépasse pas 232 491 748 \$</p>		1
L25c	<p>– Achat d’actions d’institutions financières internationales pour l’exercice 2017-2018 pour une somme d’au plus 30 420 000 \$US — estimée à 40 460 000 \$CAN —, effectué en conformité avec le paragraphe 12(2) de la <i>Loi d’aide au développement international (institutions financières)</i> et grâce à l’aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances</p>		1
			422 746 754
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p>	2 148 455	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (<i>suite et fin</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Autorisation d’effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l’égard de celles-ci – Autorisation d’affecter des fonds dans le cadre d’activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l’approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l’électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n’ont pas accès aux sources alternatives locales d’approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		
10c	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions 	14 947 014	
			17 095 469
	<p>MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS</p>		
1c	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses afférentes à l’entretien de propriétés immobilières, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n’ajoutent aucune valeur tangible à la propriété ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics – Sous réserve de l’approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : <ul style="list-style-type: none"> a) aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l’ancien combattant ni l’entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b) à tout autre travail qui s’impose sur d’autres propriétés afin de sauvegarder l’intérêt que le directeur y possède. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le</i> 	45 015 873	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS <i>(suite et fin)</i>		
	<i>Parlement du Canada</i>		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor – Contributions	132 157 000	
			177 172 873
	MINISTÈRE DES FINANCES		
1c	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		3 892 641
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches – Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches – Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés – Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d’arrimage et d’autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d’autres gouvernements en lien avec l’exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les activités de la Garde côtière canadienne; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la	1 528 644	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS (<i>suite et fin</i>)		
	centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Dépenses en capital	350 000	
	– Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités		
10c	– Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer	850 000	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		2 728 644
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		
1c	– Dépenses de fonctionnement	1 096 567	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;		
	b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ;		
	c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);		
	d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;		
	e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	62 739 075	
	– Contributions		63 835 642
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA		
3c	– Dépenses de fonctionnement	79 457 992	
	– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses – recouvrables ou non – relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci		
	– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA (<i>suite et fin</i>)</p> <p>particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n’ont pas accès aux sources alternatives locales d’approvisionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
7c	<p>– Dépenses en capital</p> <p>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés :</p> <p>a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</p> <p>b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre d’État portant le titre de ministre des Services aux Autochtones.</p> <p>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l’égard de propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral</p> <p>– Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes</p>		1
13c	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</p> <p>– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services</p>	211 736 742	
			291 194 735
	<p>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation d’engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l’exercice d’une compétence en matière d’aéronautique</p> <p>– Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l’aéronautique</i></p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un</p>		755 921

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i></p> <p>traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i></p> <p>– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice pour des services de gestion des locaux et des services communs et centraux</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	159 985 195	
5c	<p>– Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux</p> <p>– Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux</p>	28 756 764	
L7c	<p>– Augmentation de 22 000 000 \$ à 36 000 000 \$ de la somme qui peut être due, en tout temps au cours de la période commençant le 1er avril 2017 et se terminant le 31 mars 2022, au titre du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides no 2 de 1967</i>, tel qu'il a été modifié par le crédit L15b de la <i>Loi de crédits no 3 pour 1990-1991</i> (Approvisionnement et Services)</p>	14 000 000	
			202 741 959
	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN</p>		
1c	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;</p> <p>b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;</p> <p>c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette</p>	3 819 942	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite et fin</i>)		
	loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5c	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	23 910 208	
			27 730 150
	MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE		
1c	– Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		1
	REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA		
1c	– Dépenses du programme		28 909
	SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES PARLEMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT		
3c	– Dépenses du programme		1
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1c	– Dépenses du programme	10 430 068	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
15c	Rajustements à la rémunération	36 120 434	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice qui peut nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, des membres des Forces canadiennes, des personnes nommées par le gouverneur en conseil et des employés des <i>sociétés d'État</i> , au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		
20c	Assurances de la fonction publique	622 900 000	
	– À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>)		
	cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes – ou de l'administration de ces programmes ou ententes –, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses		
	– Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes :		
	a) pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes;		
	b) pour rembourser les employés éligibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , pour l'excédent des primes retenues.		
30c	Besoins en matière de rémunération	250 000 000	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour :		
	a) des prestations parentales et de maternité;		
	b) des versements liés à la cessation de service ou d'emploi;		
	c) des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.		919 450 502
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1c	– Dépenses du programme		3 475 320
	SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement		105 897 636
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
	– Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse		
	– Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus		
	– Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil :		
	a) aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus;		
	b) aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités.		
	– Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas :		
	a) de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;		
	b) de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes;		
	c) du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologies de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services	20 455 242	
5c	– Dépenses en capital – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>	150 000	
			20 605 242
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1c	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ; b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		1
			3 962 181 512

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	3 267 327	
5c	– Dépenses en capital	18 042 576	21 309 903
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1c	– Dépenses de fonctionnement – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		19 241 916
	AGENCE PARCS CANADA		
1c	– Dépenses du programme – Dépenses en capital – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, notamment : a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.		27 386 302
			67 938 121